

## ANNEXE 2

# L'expérience internationale pays par pays

Cet annexe rend compte des informations collectées dans le cadre du projet ALMAO sur les leçons tirées de l'expérience internationale sur l'approvisionnement local dans le secteur minier (et dans certains cas les secteurs pétroliers et gaziers). Ce document s'organise d'abord par pays, et ensuite par informations pertinentes en rapport avec chaque module du guide, lorsque cela est possible.

Les pays ont été choisis pour être représentatifs de la diversité des approches et expériences, en accordant une attention particulière aux expériences menées dans les pays en voie de développement et les États fragiles. Le fait de les inclure ici ne signifie en aucun cas que leur approche est nécessairement la meilleure - il y a un mélange de réussites, d'échecs et de résultats peu concluants, ainsi que des approches qui ne peuvent être adoptées que dans des contextes particuliers.

Les informations présentées ici se basent sur des documents accessibles au public, et dans certains cas, sur des entretiens. Elles sont donc incomplètes et peuvent ne plus être à jour. Les parties prenantes sont invitées à faire part des expériences menées dans leur pays pour enrichir et améliorer cette ressource.

Rendez-vous sur <http://www.collaboration.worldbank.org/walpi>

## Sommaire

A. Afrique du Sud.....	3
B. Angola.....	8
C. Australie.....	12
D. Brésil.....	19
E. Chili.....	24
F. Ghana.....	28
G. Indonésie.....	34
H. Kazakhstan.....	40
I. Madagascar.....	47
J. Mongolie.....	50
K. Mozambique.....	54
L. Nigéria.....	59
M. Sierra Leone.....	64
N. Timor-Leste.....	68
O. Trinité-et-Tobago.....	76

## Afrique du Sud<sup>1</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'Afrique du Sud est l'exemple d'un mélange de législations et de réglementations plus larges autour de l'émancipation économique des Noirs (Broad-based Black Economic Empowerment) combinées à un pacte social sectoriel (la Charte minière) qui fixe des objectifs d'approvisionnement aux sociétés minières

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Priorité accordée au contenu local dans le secteur minier depuis 2003
- Les sociétés minières sont tenues de produire chaque année un rapport annuel en vertu de la Charte minière de 2004, laquelle impose des obligations touchant le contenu local, l'emploi et la propriété des entreprises au profit des personnes historiquement défavorisées
- Les sociétés minières qui ne s'y conforment pas sont passibles d'une annulation ou d'une suspension de leur licence minière
- Le bureau de vérification du contenu local administre les procédures de vérification des fournisseurs pour les marchés publics en vertu de la norme technique sud-africaine (SATS) 1286

### Le secteur minier et le contexte économique

L'industrie minière en Afrique du Sud a une longue histoire et une grosse influence sur le pays. Des diamants ont été découverts pour la première fois en 1867 et de l'or a été découvert en 1884. L'industrie minière en est arrivée à devenir le secteur qui façonne l'économie sud-africaine et elle reste encore aujourd'hui une part essentielle de celle-ci.

Bien que le secteur minier n'ait contribué qu'à environ 9,8 % au PIB de l'Afrique du Sud en 2012, c'est le plus grand employeur du secteur privé dans l'économie. Le secteur minier fournit également près de la moitié des recettes d'exportation de l'Afrique du Sud, ce qui signifie qu'il a un effet très important sur

---

<sup>1</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

[http://www.bullion.org.za/MediaReleases/Downloads/Amended\\_of\\_BBSEE\\_Charter.pdf](http://www.bullion.org.za/MediaReleases/Downloads/Amended_of_BBSEE_Charter.pdf)

<http://www.gov.za/documents/download.php?f=148849>.

[http://www.bullion.org.za/MediaReleases/Downloads/Amended\\_of\\_BBSEE\\_Charter.pdf](http://www.bullion.org.za/MediaReleases/Downloads/Amended_of_BBSEE_Charter.pdf)

[http://www.miningmx.com/pls/cms/iac.page?p\\_t1=3085&p\\_t2=7936&p\\_t3=0&p\\_t4=0&p\\_dynamic=YP&p\\_content\\_id=750402&p\\_site\\_id=83](http://www.miningmx.com/pls/cms/iac.page?p_t1=3085&p_t2=7936&p_t3=0&p_t4=0&p_dynamic=YP&p_content_id=750402&p_site_id=83)

<http://www.miningweekly.com/article/industry-unlikely-to-meet-2014-housing-target-2013-09-27>

<http://www.pmg.org.za/files/doc/2013/comreports/130607pcminreport.htm>

<http://www.dmr.gov.za/mine-health-a-safety.html>

[http://www.dti.gov.za/parliament/nef\\_Strat\\_Plan\\_2013.pdf](http://www.dti.gov.za/parliament/nef_Strat_Plan_2013.pdf)

<http://www.polity.org.za/article/mineral-and-petroleum-resources-development-amendment-bill-2013-passed-by-the-national-assembly-2014-03-20> [http://jutalaw.co.za/media/filestore/2013/06/b015\\_2013.pdf](http://jutalaw.co.za/media/filestore/2013/06/b015_2013.pdf) ,

<http://www.gov.za/documents/index.php?term=mineral&dfrom=&dto=&yr=2013&tps%5B%5D=1&tps%>

la balance commerciale de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est actuellement considérée comme un pays à revenu moyen par la Banque mondiale.

#### **Portée**

L'approvisionnement local prend en compte le contenu, l'emploi et la propriété, et se concentre sur le développement économique local tout en s'attaquant aux désavantages historiques.

#### **Formalité**

L'Afrique du Sud dispose d'un ensemble complet de politiques, lois et réglementations régissant la localisation, notamment les dispositions de propriété, défini dans les politiques et les lois d'émancipation économiques des Noirs (EEN), ainsi que sur les exigences de contenu local définies dans la Charte minière.

#### **Affectation des ressources**

Les ressources sont affectées par le biais de diverses institutions, notamment les sociétés minière, les fonds et agences de développement des fournisseurs et des entreprises, les organismes de certification EEN et le nouveau Bureau de vérification du contenu local.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

#### **Contenu**

De nombreux pays définissent la notion de « local » en fonction de ces éléments : la situation géographique, la participation et le contenu local ou la valeur ajoutée. En Afrique du Sud, l'accent est mis sur la participation (propriété et emploi) et le contenu local.

Définitions spécifiques :

- Selon SATS 1286:2011, le contenu local d'un produit est le prix soumissionné moins la valeur de contenu importé, exprimé en pourcentage. Il est donc nécessaire de calculer d'abord la valeur importé d'un produit pour déterminer le contenu local d'un produit.
- l'EEN se base sur le niveau de propriété des personnes historiquement défavorisées (historically disadvantaged people)
  - 'Une personne historiquement défavorisée' se définit comme :
    - Toute personne, catégorie de personnes ou communauté défavorisée par une discrimination injuste avant que la Constitution n'entre en vigueur ;
    - Toute association dont la majorité des membres sont des personnes visées à l'alinéa (a) ;
    - Toute personne morale autre qu'une association dans laquelle les personnes visées au paragraphe (a) possèdent et contrôlent la majorité du capital social ou l'intérêt des membres et sont en mesure de contrôler la majorité des votes des membres.

## **3 - Identification des opportunités**

Il ne semble pas y avoir de processus global d'identification d'opportunité pour l'approvisionnement local du secteur minier en Afrique du Sud, même si les sociétés minières individuelles peuvent identifier des opportunités dans le cadre de leurs stratégies d'approvisionnement EEN.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Environnement économique général

Il y a un certain nombre d'organisations et d'entreprises en Afrique du Sud axées sur la formation de suivi et d'évaluation des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) /le soutien au développement et le soutien financier.

Parmi ces organisations, on peut citer :

- L'agence de développement des petites entreprises (ADPE) : fournit un soutien global
- Khula Enterprise Finance Ltd; Business Partners : des financiers pour les MPME
- UNIDO SPX : pour le développement de fournisseurs compétitifs

Les sociétés minières avaient déjà séparé leurs obligations requises en matière de dépenses pour le développement des entreprises du développement des fournisseurs. Toutefois, les nouvelles dispositions EEN obligent les entreprises à se concentrer davantage sur le développement des fournisseurs spécifiquement, et moins sur les initiatives de développement de l'entreprise en dehors de leur chaîne d'approvisionnement.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

Les législations/ politiques/ lois applicables incluent :

- Loi Cadre sur la politique d'approvisionnement préférentiel ; Loi BBBEE 2003/ 04
- Règlements sur l'approvisionnement préférentiel -2011
- Codes de bonnes pratiques EEN
- South African Technical Specification (Norme technique sud-africaine) 1286
  - Critères objectifs définis pour la délivrance de « certificat de contenu local » vérifié
- Charte d'émancipation économique des Noirs pour l'industrie minière sud-africaine (Charte minière)
  - Conformément à la charte minière, les sociétés minières sont désormais tenues de déclarer les niveaux d'approvisionnement EEN.
- [Mineral and Petroleum Resources Development Amendment Bill](#) (amendement de la loi sur le développement des ressources pétrolières et minérales, voté en mars 2014)
  - La composante la plus importante de ce projet de loi est qu'il oblige le Ministre des ressources minérales à « initier ou promouvoir la valorisation des ressources minérales à l'intérieur de la République » et à « désigner un minéral ou un produit minéral à valoriser au niveau local ».
  - Le ministre dispose de larges pouvoirs discrétionnaires, octroyés en vertu de la Section 107 amendée de la loi, afin de déterminer les « modalités et conditions applicables pour la valorisation des ressources minérales comme prévu dans la section 26 » et de « rendre publiques ces conditions requises pour garantir la sécurité d'approvisionnement pour la valorisation locale de la manière prescrite ». Ces dispositions s'appliquent aux stades primaires, secondaires et finals des biens.

### Processus/ calendrier

- Vérification du contenu local pour les fournisseurs des sociétés publiques (s'applique uniquement à l'approvisionnement public)
- Les processus de vérification sont administrés par un bureau de vérification du contenu local au sein du SABS

- Des certificats EEN sont également requis pour déterminer le niveau d'EEN (différents niveaux correspondent à différents points - plus le niveau EEN est bas, plus le nombre de points attribués est élevé)
- Des agences de vérification EEN privatisés sont chargées de délivrer des certificats EEN
- Les agences de vérification EEN sont tenues de se soumettre à une procédure d'accréditation. Pour ce faire, le ministère du Commerce et de l'industrie (« Department of Trade and Industry - DTI ») collabore avec le système national d'accréditation sud-africain (« South African National Accreditation System - SANAS »)
- Le Fonds national d'émancipation (« National Empowerment Fund - NEF ») octroie des fonds le développement des entreprises EEN

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local en Afrique du Sud.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Les organismes compétents sur la question comprennent :

- Ministère des ressources minérales
- Le Ministère du commerce et de l'industrie est chargé de la mise en œuvre et du suivi - la division Émancipation économique (« Economic Empowerment ») est responsable de l'EEN
- Le conseil consultatif EEN supervise la mise en place de la loi EEN
- Le SATS 1286 est administré par un nouveau Bureau de vérification du contenu local au sein du Bureau des normes sud-africaines (« South African Bureau of Standards - SABS »)

### Responsabilités et rôles dans la mise en œuvre

Lorsque l'approche choisie est la certification, cette capacité repose souvent sur le secteur privé. La certification est également l'affaire d'agences de vérification ou d'accréditation relevant de l'administration publique, comme par exemple le nouveau Bureau de vérification du contenu local de l'Afrique du Sud (intégré au Bureau de normalisation).

Il y a des capacités importantes en Afrique du Sud, et les budgets alloués au développement des industries et entreprises locales sont très conséquents.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

L'Afrique du Sud offre l'exemple d'un système plus complet (bien qu'il se concentre sur l'émancipation économique des Noirs en général plus que sur l'approvisionnement local) dans lequel la certification des fournisseurs repose sur une approche fondée sur une batterie d'indicateurs.

### Objet du suivi et de l'évaluation

La Charte minière impose aux entreprises du secteur de se conformer à certains niveaux d'EEN. Leur conformité est fonction de processus de location interne (propriété, etc.) et de la conformité de leurs fournisseurs. Les performances en matière d'approvisionnement local se basent donc sur la vérification de ces fournisseurs.

Chaque entreprise doit présenter un rapport annuel de conformité. Les entreprises peuvent se voir infliger une amende si elles ne soumettent pas leur rapport à temps. De plus, la non-conformité met la société en infraction, et peut autoriser le gouvernement à révoquer les permis ou licences d'exploitation minière.

## **Processus de suivi et d'évaluation**

Le processus implique :

- Une auto-évaluation par la société sous forme d'une déclaration de contenu local
- Une équipe de vérificateurs procède à une analyse des pièces justificatives pour vérifier la déclaration
- Une visite du site de production par une équipe de vérificateurs distincte
- Les coûts du processus seront supportés par le gagnant de l'appel d'offre

## **Évaluations de l'impact**

Il existe différentes façons de mesurer l'impact, notamment :

- Une étude subventionnée par les ministères
- Un suivi en interne par les entreprises publiques, par ex. la stratégie de gestion de la chaîne d'approvisionnement (GCA) de la société Eskom a des ICP spécifiques, et elle rend ensuite compte de leur évolution
- au moyen d'un suivi en interne par des entreprises privées

## Angola<sup>2</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Accent mis sur le contenu local depuis 1982, avec un cadre législatif sur le contenu local à travers neuf textes législatifs
- Sonangol, une entité publique, est responsable de la surveillance du contenu local et du développement des fournisseurs
- Les sociétés pétrolières sont tenues de mettre en place des programmes de renforcement des capacités afin d'encourager le développement des fournisseurs
- Des inquiétudes sont liées au fait que cette approche n'aurait pas abouti à des bénéfices généralisés

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Le secteur minier et le contexte économique

L'Angola avait un PIB de 115 milliards \$US en 2012, et pourtant il est considéré comme un État fragile à revenu faible. L'Angola est le deuxième plus gros producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne. Les ressources nécessaires en matière d'équipements, de matériaux et de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée sont de plus en plus satisfaits au sein du pays. L'Angola a mis l'accent sur le développement d'une base de production et de fabrication pour les services après-vente et le soutien aux opérations pétrolières, ce qui contribue à optimiser la fourniture de biens et services par des entreprises locales. Les minéraux stratégiques sont les diamants, l'or et les matières radioactives.

L'Angola a l'une des ressources minières les plus importantes et les plus diversifiées d'Afrique. L'Angola est le troisième plus gros producteur de diamants en Afrique et il n'a exploré que 40% du territoire riche en diamant du pays. Attirer des investisseurs étrangers est difficile du fait de la corruption, des violations des droits de l'homme et du trafic de diamants.

### Portée

Le programme d'approvisionnement local de l'Angola a pris une approche plus intégrée, avec des initiatives qui vont de l'approvisionnement préférentiel, au renforcement des capacités et au capital-risque pour les fournisseurs.

### Formalité

Le programme est fortement légiféré

---

<sup>2</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.revenuewatch.org/sites/default/files/General%20Regulatory%20Framework%20for%20Hiring%20of%20Services%20and%20Goods%20from%20National%20Companies%20by%20Companies%20in%20the%20Oil%20Industry.pdf>

<http://www.menas.co.uk/localcontent/home.aspx?country=1&tab=law>

[http://www.plmj.com/xms/files/newsletters/2011/Novembro/NEW\\_MINING\\_CODE\\_IN\\_ANGOLA.pdf](http://www.plmj.com/xms/files/newsletters/2011/Novembro/NEW_MINING_CODE_IN_ANGOLA.pdf)

<http://africanarguments.org/2013/10/11/convertng-resource-wealth-to-economic-development-what-role-for-local-content-by-peter-dorrie/>



## Affectation des ressources

Bien que le niveau exact d'affectation des ressources soit inconnu, l'inclusion de plusieurs programmes de développement des fournisseurs et de mécanismes de financement indiquent que les ressources sont importantes.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

Il n'y a pour l'instant aucune définition du contenu local, mais l'approvisionnement local et l'emploi local sont mentionnés dans chaque texte législatif depuis les années 1980.

En vertu de l'arrêté No. 127/03 du 25 novembre 2003 du **Ministère du pétrole (MinPet)**- une société angolaise est une société dans laquelle 51% du capital social est détenu par des ressortissants angolais.

## 3 - Identification des opportunités

La stratégie de l'Angola en matière de contenu local dans l'industrie pétrolière et gazière a mis l'accent à la fois sur l'« Angolanisation » de la main d'œuvre utilisée dans le pays et sur l'approvisionnement de produits et de services locaux. Pour ce qui est de l'approvisionnement, le décret 127/03 a créé une liste de biens et services prioritaires basés sur le niveau de compétence et de capital requis, répartis en trois groupes d'opportunités clés :

1. Les services et produits exclusifs sont ceux jugés « non spécialisés » et nécessitent un faible besoin en capital –ce groupe doit être fourni exclusivement par des entreprises angolaises. (Des sociétés étrangères pourraient être engagées comme sous-traitants d'une société angolaise).
2. Produits et services semi-conformes nécessitent un certain niveau de connaissances et un niveau de capital modéré. Les entreprises étrangères qui souhaitent fournir ces biens et services peuvent le faire uniquement en association avec une entreprise angolaise, par exemple en coentreprise.
3. Tous les autres biens et services relèvent de la catégorie de biens et services concurrentiels, exigeant un niveau élevé de connaissances spécialisées et de capitaux. Il n'y a aucune restriction sur qui peut fournir des produits et services concurrentiels, mais les entreprises angolaises auront la préférence tant que leurs prix n'excèdent pas de plus de 10% celui d'une société étrangère.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Interaction mine-fournisseur

Ministère de l'industrie, Chambre du commerce

Pour faciliter la participation des fournisseurs locaux dans les processus d'appel d'offres, le Ministère de l'industrie publie chaque année la liste des fournisseurs nationaux qui livrent des biens à l'industrie pétrolière, et la Chambre de commerce et d'industrie publie la liste des prestataires de services qui ont signé des contrats avec les exploitants pétroliers.

### Environnement économique général

Sonangol : Sonangol, une société nationalisée chargée de la gestion de l'exploration des ressources en hydrocarbures, est mandatée pour offrir aux sociétés locales :

- Des incitations fiscales, dont l'exonération ou la réduction des taxes industrielles, taxes d'importations et autres taxes
- Le soutien financier sous formes de prêts subventionnés, de capital-risque promotionnel, l'accès à des fonds de gestion privés conventionnés et à des garanties financières.
- Le soutien technique
- Des droits spéciaux et privilèges dans l'octroi de concessions.

- Le soutien à la création de centres de formation professionnelle.

### **Sociétés pétrolières**

La loi a requis la mise à disposition de programmes de renforcement des capacités par les sociétés exploitantes notamment :

- Le développement d'un plan de formation annuel avec l'accord du Ministère
- La création d'un fonds de formation auquel le Ministère du pétrole peut accéder - s'élevant à 15 cts pour chaque \$ de baril produit
- Les sociétés d'estimation et d'exploration doivent payer 200 000\$ US par an (pour d'autres sociétés exerçant dans d'autres secteurs, le montant a été décidé au cas par cas)

Les fonds pourraient être utilisés par le Ministère du pétrole pour financer les programmes de formation, les activités de recherches et l'achat de livres et d'équipements à des fins de formation. Les sociétés pétrolières développent très activement leurs propres programmes de formation pour le développement des fournisseurs. Par exemple, Total E&P a formé le personnel actuel par des programmes et rotations adaptés, souvent sur des projets à l'extérieur de l'Angola, et Exxonmobil a proposé des formations en alternance aux employés, et financé des Angolais pour qu'ils aillent étudier aux États-Unis.

## **5 - Politique d'approvisionnement, loi et réglementation**

### **Contenu**

Les politiques, lois et réglementations sur l'approvisionnement local sont répertoriées dans plusieurs textes de lois et réglementation

### **Pétrole**

- Le décret 20/82 de 1982 a posé les bases du contenu local pour ce qui est de la main-d'œuvre du secteur pétrolier et gazier en Angola.
- Le cadre juridique régissant le contenu local en Angola est disséminé dans neuf textes législatifs
- Le Décret-loi No. 17/09 du 26 juillet - Règles et procédures pour observer le recrutement, l'intégration, la formation et le développement des travailleurs dans le secteur pétrolier
- Le Décret 13/03 favorise l'approvisionnement de biens et services au niveau national
- Les APP (accords de partage de production) incluent des règles de contenu local

### **Mines**

- [Nouveau code minier](#) (Loi No 31/11) de septembre 2011
- Le nouveau code réaffirme le fait que toutes les ressources minérales sont propriété de l'État et il divise ces ressources en minéraux stratégiques et minéraux ordinaires.

## **6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières**

En ce qui concerne la préférence (plutôt que l'approvisionnement) le nouveau Code minier exige que les biens et services soient obtenus auprès de fournisseurs locaux, sauf si leur prix excèdent de plus de 10% celui de sources alternatives et/ou ils ne peuvent livrer dans un délai de huit jours, à condition qu'ils respectent les exigences en matière de qualité.

## **7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles**

Sonangol, une entité publique, est responsable de la surveillance du contenu local et du développement des fournisseurs

## **8 - Mesurer, surveiller et évaluer**

Il n'existe aucune preuve qu'un système formalisé existe pour mesurer le contenu local des biens et services fournis aux exploitants.

De meilleurs systèmes de mesure, suivi et d'évaluation sont nécessaires, car on peut se demander si l'augmentation de l'approvisionnement local a vraiment contribué à une redistribution significative des richesses. Selon certaines parties prenantes, les lois sur le contenu local ont probablement contribué à l'enrichissement d'une petite élite et à la consolidation de son pouvoir.

## Australie<sup>3</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'Australie offre l'exemple d'un cadre fédéral qui est plus détaillé au niveau des états, et cible les fournisseurs locaux au niveau des états, de l'état fédéral et de la région (Australie et Nouvelle-Zélande)
  - Elle a développé une capacité institutionnelle importante, en particulier pour promouvoir la mise en relation avec les marchés
  - Elle a ciblé ses efforts de développement des fournisseurs sur le renforcement des capacités d'exportation
- Des définitions détaillées et des modèles clairs sont fournis.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Utilise une approche «douce» dans sa politique de réglementation minière locale
- Les obligations de l'Australie conformément à ses accords de libre-échange bilatéraux et de l'accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements liés au commerce de l'OMC restreignent sa capacité à imposer des obligations de contenu local au secteur privé en ce qui concerne l'investissement.

### Le secteur minier et le contexte économique

L'Australie est un pays à revenu élevé. En 2013, son PIB était de 1,561 milliards de dollars.

La production totale de l'industrie minière mesurée par la valeur brute ajoutée de l'industrie (en volume) a augmenté de 6 % entre 2008-09 et 2009-10, et a doublé entre 1989-1990 et 2009-10. L'industrie des services miniers ne représente qu'une petite proportion (autour de 6%) de la production minière totale. Toutefois, la valeur totale est sans doute plus importante parce que beaucoup de ces services sont fournis par des entreprises classées dans d'autres secteurs, comme les services de construction ou d'affaires.

### Portée

L'Australie a une approche d'une portée étendue, et elle est multisectorielle plutôt que spécifique à l'exploitation minière. Elle promeut la propriété et la participation, et oblige à créer une valeur ajoutée dans le pays. Elle insiste également sur les liens mine-fournisseur et le renforcement des capacités des fournisseurs.

### Formalité

Les processus d'approvisionnement local en Australie ne sont pas très formalisés. Des cadres sont fournis, mais rien n'est juridiquement contraignant.

<sup>3</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/by%20Subject/1301.0~2012~Main%20Features~Mining%20Industry~150>

<http://www.dsdip.qld.gov.au/resources/plan/cg/simp/local-content-policy-upstream-downstream.pdf>

[http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:l9J52DnPSHQJ:www.industry.gov.au/industry/AustralianIndustryParticipation/Documents/ICNL\\_SAMP\\_EvaluationExecutiveSummary.rtf+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=za](http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:l9J52DnPSHQJ:www.industry.gov.au/industry/AustralianIndustryParticipation/Documents/ICNL_SAMP_EvaluationExecutiveSummary.rtf+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=za)

[https://www.commerce.wa.gov.au/sites/default/files/atoms/files/building\\_local\\_industry\\_policy.pdf](https://www.commerce.wa.gov.au/sites/default/files/atoms/files/building_local_industry_policy.pdf)

## Affectation des ressources

Les ressources proviennent d'un certain nombre d'initiatives conjointes industrie-gouvernement.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Contenu

L'Australie définit l'approvisionnement local au niveau régional, national, et provincial, exige la participation et la propriété et oblige à créer de la valeur ajoutée dans le pays.

Les définitions détaillées suivantes sont énoncé dans la « Politique industrielle locale – Égalité des chances pour l'industrie locale, Mise à jour intérimaire 2013 (LIP) » (« Local Industry Policy – A fair go for the local industry, Interim Update 2013 – LIP ») S2, pp. 5-6 ; partie de la [Loi d'orientation sur la participation de l'industrie du Queensland de 2011 \(Queensland Industry Participation Policy Act 2011\)](#).

« Biens et services contestables s'entend des biens ou services qui sont inclus ou susceptibles d'être inclus dans des contrats pour un projet admissible et qui peuvent être potentiellement fournis à partir de l'un des endroits suivants:

- Une zone géographique proche du projet;
- Le Queensland;
- D'autres endroits en Australie ou en Nouvelle-Zélande; ou
- À l'extérieur de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (ANZ).

Cette définition exclut les biens ou services qui, dans des circonstances normales, sont fortement susceptibles d'être fournis à partir de zones situées à proximité du projet, et les biens ou services qui, dans des circonstances normales, sont fortement susceptibles d'être fournis de l'extérieur de l'ANZ parce qu'ils ne sont pas actuellement fabriqués ou fournis par des fournisseurs de l'ANZ.

Accès complet, équitable et raisonnable désigne le fait d'offrir à l'industrie locale, lorsqu'elle en a la capacité, un accès équitable lui permettant de participer aux activités d'approvisionnement, en veillant aux éléments suivants :

- l'industrie locale doit disposer des mêmes opportunités que celles offertes aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement qui viennent d'ailleurs pour participer à tous les aspects d'un projet, y compris la phase préparatoire, la conception ainsi que la gestion de projet ;
- les documents invitant à exprimer de l'intérêt ou à soumettre des offres pour un projet doivent encourager l'industrie locale à collaborer lorsqu'un projet présente des caractéristiques qui excèdent les capacités et les compétences d'une seule entreprise locale, mais peut être mené à bien de façon compétitive grâce à la collaboration d'un certain nombre d'entreprises locales (notamment par l'établissement d'un consortium) ;
- les documents d'appel d'offres doivent être exempts de spécifications techniques qui pourraient exclure l'industrie locale et structurés de façon à fournir à l'industrie locale la possibilité de participer à ces projets ;
- par exemple, lorsque cela est possible en pratique, il convient d'utiliser les standards et les codes de l'ANZ pour s'assurer que l'industrie locale ne soit pas exclue du marché (si les standards et les codes de l'ANZ ne sont pas identifiés et qu'un équivalent à ces standards et codes est utilisé, les raisons justifiant le choix de cette approche doivent être expliquées dans le plan de participation de l'industrie locale (« Local Industry Participation Plan - LIPP ») ;

dans le cadre de l'analyse du rapport qualité-prix, il convient de tenir compte dans l'évaluation des offres non seulement du prix, mais également des aspects environnementaux, de la qualité, de la livraison, des coûts sur toute la durée de vie et/ou des avantages sur le plan administratif ou sur le plan de la réduction des risques ainsi que de l'avancement des priorités gouvernementales liées à l'approvisionnement local.

Le terme industrie locale désigne les petites et moyennes entreprises de l'ANZ.

L'expression petites et moyennes entreprises (PME) s'applique à toute entreprise australienne ou néo-zélandaise ayant moins de l'équivalent de 200 employés à plein temps.

Le contenu local comprend toutes les activités à valeur ajoutée exercées par l'industrie locale.

La valeur ajoutée désigne la transformation substantielle de biens et le fait d'engager un minimum de 50 pour cent des coûts de production dans le Queensland, en Australie et/ou en Nouvelle-Zélande. Les instigateurs du projet doivent noter les principes énumérés à la partie V du Code de pratique relatif au logo Australian Made, Australian Grown de mai 2007.

### 3 - Identification des opportunités

Le système Réseau de capacité de l'industrie (Industry Capability Network) - voir la section ci-dessous pour plus de détails - est un mécanisme d'identification des opportunités. En plus des activités des bureaux au niveau des provinces, le bureau national a reçu un financement pour nommer une série de directeurs sectoriels nationaux, notamment pour le pétrole, le gaz et les mines.

Leur mission est de parcourir toute l'Australie pour promouvoir activement les fournisseurs locaux compétitifs pour les gros projets et de communiquer de nouvelles opportunités d'affaires aux petites et moyennes entreprises (PME). L'ICN (au niveau national et régional) produit également des études et publications, et organise des événements qui mettent en valeur les développements et opportunités dans des secteurs particuliers par ex. « Qu'est-ce que l'avenir réserve au secteur minier en 2014 » ; « Opportunités pour les fournisseurs australiens à Roy Hill » ; « Opportunités dans le secteur des ressources » ; « Profiter des opportunités d'exploitation et de maintenance dans les industries pétrolières et gazières ». Les opportunités détaillées au niveau du projet sont également présentés sur les portails de projet.

### 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

#### Interactions mine-fournisseurs et environnement économique général

L'un des objectifs du cadre national de participation de l'industrie australienne est de promouvoir, développer et maintenir des « capacités industrielles durables et concurrentielles en Australie ». Son objectif est d'aider les projets dans les secteurs public et privé pour :

- Identifier et éliminer / réduire les obstacles à la compétitivité locale
- Identifier les industries locales dans lesquelles l'avantage concurrentiel peut être optimisé
- Encourager les fournisseurs locaux à former des partenariats et coentreprises avec des sociétés d'autres provinces ou étrangères pour obtenir la pré-qualification et être enregistré sur les bases de données fournisseur.

#### Le réseau de capacité de l'industrie (« Industry Capability Network Limited - ICNL »)

L'ICN est un organisme indépendant financé par les gouvernements australien, la Nouvelle-Zélande, et les gouvernements des provinces et territoires. En substance, il s'agit d'un réseau d'affaires qui propose des solutions d'approvisionnement australiennes et néo-zélandaises grâce à un service de conseil personnalisé. Dans les provinces où l'exploitation minière est un secteur clé, les bureaux de l'ICN accordent une attention particulière aux projets miniers. Les bureaux de l'ICN emploient des professionnels experts en chaîne d'approvisionnement qui peuvent faire fonction de consultants pour aider les gros investisseurs à trouver des fournisseurs locaux, et les fournisseurs locaux à identifier des projets appropriés à leurs capacités. L'ICN apporte également son soutien pour l'identification de coentreprises, de partenariats et de transferts de technologie.

Selon le réseau de capacité de l'industrie (« Industry Capacity Network Limited - ICNL ») et l'évaluation de l'accès des fournisseurs aux grands projets (« Supplier Access to Major Projects - SAMP ») en Australie (2007) :

*Une responsabilité relevant de l'ICNL est le développement et la gestion d'une base de données sur les capacités industrielles nationales et opportunités de projets qui sert de plateforme au réseau. L'évaluation conclut que ICSv2, la version actuelle de la base de données nationale, est devenue un atout important. Avec des améliorations supplémentaires, il est*

*susceptible de valoriser le réseau en généralisant l'utilisation de la base de données à d'autres secteurs en croissance comme les services, et d'exploiter davantage son potentiel commercial par le biais de partenariats et alliances [caractères gras ajoutés]. Bien qu'il ne cesse de s'améliorer, il représente déjà, à son stade de développement actuel, un bon résultat pour le réseau, l'ICNL et le DITR.*

### Accès des fournisseurs aux grands projets (« Supplier Access to Major Projects - SAMP »)

Le SAMP fournit des fonds au Réseau de capacité de l'industrie (INC) afin qu'il travaille avec les promoteurs de projets pour identifier les opportunités d'approvisionnement pour les entreprises australiennes compétentes et compétitives. Le SAMP vise à accroître les opportunités pour l'industrie australienne, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), de participer à de grands projets et à améliorer l'accès aux marchés d'approvisionnement mondial pour les grands projets. Le réseau de capacité de l'industrie ICNL gère le SAMP au nom du gouvernement australien.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

A l'instar du Mozambique, l'Australie a recours à des réglementations « souples » et non strictes comme l'atteste leurs politiques légalement non contraignantes. Par exemple, le Plan de participation pour l'industrie locale (Local Industry Participation Plan) du Queensland favorise l'emploi local et la croissance des entreprises, la participation de l'industrie locale et la création de valeur ajoutée, et encourage le transfert de technologie vers l'industrie implantée dans la province. Mais, la politique n'oblige pas les entreprises industrielles à atteindre des objectifs explicites ou contraignants en matière d'approvisionnement local.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

La société Australia Pacific LNG a un processus de déclaration formalisé qui reste simple. Les images ci-dessous donnent un aperçu de la façon dont les formulaires de déclaration sont conçus.



APLNG Supply Chain  
Local Content Policy

#### Schedule 1 Report: Local Content Plan Progress (Multiple supply)

Provide details of actions / activities completed or delivered during the period. (If insufficient space, please attach additional pages.)

1. Company **communication strategy** for the effective transfer of information on opportunities to Australian industry along sub-contracting chains

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

2. Strategies to **incorporate Australian industry** through all tiers of the supply chain and in all stages of the Project i.e. through design, procurement, construction, operation and whole-of-life support.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

*Please list the Sub-suppliers engaged, the value of the Purchase Order or Contract and the Supplier's postcode.*

3. **Opportunities for Australian industry** to supply key components of functional units.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

4. Opportunities for **longer-term participation** by Australian industry on a commercial basis.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

All Report due dates are end of March, June, September and December for items lodged on the last day of the month. Reports must be submitted within ten (10) working days of the end of each relevant period.

**NOTE:** Verifiable documentation or other form of proof may be requested to support this Progress Report. Documentation or other form of proof may take the form of Contracts, reports, media coverage, government or commercial statistics and correspondence.



**Schedule 2 Report: Project Equipment**

Please provide a breakdown of the equipment supplied to the Project by your company during the period.

- Equipment includes goods, plant, machinery, components and parts for incorporation into the Project.
- The cost of material service / maintenance provided by Australian based companies should be included as Australian content.

This schedule seeks to identify and quantify Local Content and the imported content of equipment including the location in Australia where work was undertaken.

Description (in relation to package number)	APLNG package number	Imported content in AUD	Australian content in AUD	Australian location postcode
Documentation or other form of proof:				

**Notes:**

- Documentation or other form of proof should include Sub-suppliers name and postcode.
- Documentation or other form of proof in respect to imported equipment should include the Customs Authority to Deal reference number or a copy of that document along with the date of importation.
- Documentation or other form of proof in respect to locally supplied equipment includes Purchase Order / Invoice numbers.
- A separate sheet may be provided for each type or piece of equipment as appropriate.
- Costs in AUD should be GST inclusive.
- Value of content is based on spend NOT commitment.



**Schedule 3 Report: Services**

Please provide a breakdown of the value of services supplied to the Project by your company.

Project Services does NOT include training and development provided to Project personnel, to your personnel or delivered on behalf of the Project. This aspect is covered in **Schedule 4** herein.

This schedule seeks to identify and quantify Local Content and the imported content of services including the location in Australia where work was undertaken. Please note the site location (column 3) is the place where the work is performed NOT the billing address.

Description	APLNG package number	Site Location postcode	Australian content in AUD	Imported content in AUD
Documentation or other form of proof:				

**Notes:**

- Documentation or other form of proof should include Sub-suppliers name and postcode.
- Documentation or other form of proof in respect to locally supplied services includes Purchase Order / Invoice numbers.
- Costs in AUD should be GST inclusive.
- Value of content is based on spend NOT commitment.



## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Les efforts de l'Australie en matière d'approvisionnement local sont dirigés par les Services de contenu local australien au sein du Ministère du Commerce au niveau national et au niveau des provinces.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

L'approche ICN de liaison des projets permet de garder un registre précis des opportunités dont ont bénéficié les fournisseurs locaux. Selon le réseau de capacité de l'industrie (Industry Capacity Network Limited (ICNL) et l'évaluation de l'accès des fournisseurs aux grands projets (« Supplier Access to Major Projects - SAMP ») en Australie (2007) :

*L'ICNL indique que durant la période où le programme SAMP Australie a été actif, des contrats ont été attribués à l'industrie australienne à hauteur de 1,7 milliard de dollars, contrats qui auraient pu aller à des concurrents étrangers sans l'initiative du gouvernement australien pour combler les lacunes en matière d'informations commerciales sur les capacités de l'industrie australienne [caractères gras ajoutés].*

*De plus, environ 30% des contrats, en valeur, sont attribués à des sociétés australiennes implantées en dehors de la province qui fournit des conseils sur les capacités, ce qui démontre que l'ICNL réussit à encourager une coopération inter-juridictionnelle. L'évaluation conclut que les gains du programme sont répartis largement avec des contrats attribués à des PME et des entreprises régionales. Il semblerait que l'intervention du gouvernement australien par le biais du programme SAMP Australie génère des avantages qui répondent aux objectifs du cadre stratégique national de participation de l'industrie (« Australian industry participation plan»).*

Remarque : en plus de l'exploitation minière et de la construction, les totaux des contrats incluent les industries.

Le gouvernement australien fournit également des résumés publics sur les progrès en matière de contenu local, sur la base des déclarations des compagnies minières qui opèrent en vertu des Lois d'accord de concessions (« State Agreement Acts ») (trimestrielle pendant les phases de construction et annuelle durant l'exploitation - il semble que cette déclaration ne concerne que les contrats d'un montant supérieur à 100 000 dollars AUS ), par ex. les rapports de contenu local (avec des sections sur le secteur des ressources) du gouvernement de l'Australie occidentale de 2011, 2012, et 2013. Voir les extraits ci-dessous.

RAPPORTS SUR LE CONTENU LOCAL - RÉSULTATS CUMULATIFS (en \$)									
POUR LA PÉRIODE : 1 Juillet 2012 - 31 Décembre 2012									
Projets en exploitation	Rapports reçus	Contrats octroyés supérieurs à \$100 000				TOTAL	Pourcentage du contrat (arrondi à l'entier)		
		Australie Occidentale	Reste Australie	Étranger	Australie Occidentale		Reste Australie	Étranger	
Adelaide Brighton (Cockburn Cement)	1	242,277,553	444,626	33,513,421.00	276,235,600	88%	0%	12%	
Birla Nifty	1	61,761,142	250,000	-	62,011,142	100%	0%	0%	
Fortescue Metals Group	4*	319,748,959	232,058,469	716,845.00	552,524,273	58%	42%	0%	
Iluca Resources	1	66,357,787	7,146,987	19,437,512.00	92,942,286	71%	8%	21%	
Tronox (Joint-venture Tiwest)	1	393,045,599	16,174,607	14,270,407.00	423,490,613	93%	4%	3%	
Woodside Energy (NWS)	1	335,977,060	58,256,905	61,006,027.00	455,239,992	74%	13%	13%	
<b>TOTAL EXPLOITATION</b>	<b>9</b>	<b>\$ 1,419,168,100.00</b>	<b>\$ 314,331,594.00</b>	<b>\$ 128,944,212.00</b>	<b>1,862,443,906</b>	<b>76%</b>	<b>17%</b>	<b>7%</b>	
Nouveaux projets (y compris extensions)		Australie Occidentale	Reste Australie	Étranger	TOTAL	Australie Occidentale	Reste Australie	Étranger	
BHP Billiton Iron Ore									
<i>Ore Body 24</i>		346,000,000	21,000,000	16,000,000	383,000,000	91%	5%	4%	
<i>Port intérieur de Headland</i>		3,309,000,000	462,000,000	692,000,000	4,463,000,000	74%	10%	16%	
<i>Jimlebar</i>		2,684,000,000	207,000,000	308,000,000	3,199,000,000	84%	6%	10%	
<i>Centrale Électrique Yamima</i>	LTD**(8)	203,000,000	39,000,000	125,000,000	367,000,000	56%	10%	34%	
CP Mining Management	2	184,133,893	12,996,780	30,452,732	227,583,405	81%	6%	13%	
Rio Tinto Iron Ore (projets de Pilbara)	2	2,789,556,010	258,975,979	214,466,533	3,262,998,522	85%	8%	7%	
Simcoa	1	10,726,157	43,598	1,315,000	12,084,755	89%	0%	11%	
Woodside Energy									
North Rankin 2	1	167,171,493	12,903,914	9,106,428	189,181,835	88%	7%	5%	
CWLH Oil Venture ***	1		16,060,979	-	16,060,979	0%	100%	0%	
Chevron (Gorgon)	2	2,515,750,000	132,320,000	1,170,500,000	3,818,570,000	66%	3%	31%	
<b>TOTAL NOUVEAUX PROJETS</b>	<b>17</b>	<b>\$ 12,209,337,553.00</b>	<b>\$ 1,162,301,250.00</b>	<b>\$ 2,566,840,693.00</b>	<b>\$ 15,938,479,496.00</b>	<b>77%</b>	<b>7%</b>	<b>16%</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>26</b>	<b>\$ 13,628,505,653.00</b>	<b>\$ 1,476,632,844.00</b>	<b>\$ 2,695,784,905.00</b>	<b>\$ 17,800,923,402.00</b>	<b>76%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	

Notes: \*Fortescue Metals Group fait actuellement les déclarations trimestriellement

\*\*Les données fournies par BHP Billiton se rapportent pour chaque projet à la période du démarrage de la mine à la date courante ("life-to-date - LTD").

Pendant la période sous revue, deux rapports sur le contenu local ont été reçus

\*\*\*Le montant de 16,06 million \$ pour le projet CWLH Oil Venture de Woodside représente le contenu Australien; Woodside n'était pas en mesure d'allouer ce montant entre l'Australie Occidentale et les autres provinces

Il y a également une annexe de 33 pages avec les informations annoncées publiquement sur les contrats du secteur des ressources attribués au niveau local, sous le format suivant :

Annexe 2 - Contrats dans le secteur des ressources naturelles, annoncés publiquement, attribués à des entreprises locales								
Société	Ville	Exploitant du projet	Lieu du projet	Détails du contrat	Valeur du contrat	Date d'attrib	Source de l'informa	Total cumulé
ABB	CBD	Rio Tinto	Pilbara	Construction de 17 postes de distribution électriques	100,000,000	14/03/2012	Media Monitors	0
Abesque Eng	Nedlands	Shark Bay Resources Pty Ltd	Shark Bay	Conception et construction	30,000,000	17/08/2011	Site Web de la société	130,000,000
Abigroup	Belmont	Rio Tinto	Projet d'extension	Accord-cadre de construction ferroviaire	500,000,000	12/07/11	Site Web de la société	630,000,000

Le gouvernement australien commande des études pour évaluer l'impact des allocations budgétaires du gouvernement par ex. 2007 évaluation commandité par le Ministère de l'industrie, du tourisme et des ressources (DITR) sur les capacités industrielles de Network Limited (« Industry Capability Network Limited - ICNL ») et l'accès aux fournisseurs aux gros projets (« Supplier Access to Major Projects - SAMP »).

Les universités australiennes ont également acquis une expertise sur les contributions socio-économiques du secteur minier, et elles jouent un rôle dans l'évaluation des bonnes pratiques par ex. « la participation des PME locales dans les chaînes d'approvisionnement des sociétés minières, pétrolières et gazières » ; avec la participation de l'Université du Queensland et l'Université de Melbourne.

## Brésil<sup>4</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'approche brésilienne a nécessité beaucoup de ressources pour sa mise en œuvre, notamment en termes de systèmes de certification et déclaration, d'obtention d'informations sur les fournisseurs et de développement des fournisseurs.
- Cette approche a donné des résultats en termes d'accroissement du niveau d'approvisionnement local.
- Cependant, étant donné l'affectation des ressources, cette approche pourrait bien n'être adaptée que là où il y a un investissement dans une industrie extraction à grande échelle et un potentiel en approvisionnement local.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Priorité accordée au contenu local dans le secteur pétrolier et gazier depuis 1999, avec une approche très réglementée ; il est question d'élaborer une approche analogue dans le secteur minier
- L'évaluation de l'approvisionnement local cible les biens et services produits au Brésil ou provenant du Brésil
- Diverses institutions dotées de ressources considérables participent :
  - L'Agence nationale du pétrole (ANP) pour la mise en œuvre : fixe les exigences minimales en pourcentage, établit les formulaires de déclaration, assure le suivi et l'évaluation de la politique en matière de contenu local, accrédite les sociétés privées chargées de la certification (équipe de 18 sur le contenu local)
  - 21 sociétés accréditées pour certifier le contenu local des fournisseurs
  - L'Organisation nationale de l'industrie pétrolière (ONIP) : audite le contenu local, délivre des certificats aux fournisseurs locaux, tient une base de données des fournisseurs certifiés
- Le Programme pour la mobilisation de l'industrie nationale du pétrole et du gaz naturel (PROMINP) : forum multipartite autour du développement de l'industrie

---

<sup>4</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.tradingeconomics.com/brazil/gdp>

<http://www.tauilchequer.com.br/en-US/Local-Content-in-Brazil-05-08-2013/>

[http://issuu.com/world.bank.publications/docs/local\\_content\\_policies\\_in\\_the\\_oil\\_and\\_gas\\_sector](http://issuu.com/world.bank.publications/docs/local_content_policies_in_the_oil_and_gas_sector)

## Caractéristiques de l'approche sur l'approvisionnement local

Les principales composantes de l'approche sont les exigences en matière de déclaration, des sources d'information centralisées sur les fournisseurs (comme des bases de données fournisseurs), ainsi que le développement des fournisseurs.

La politique de contenu local actuelle porte uniquement sur l'industrie pétrolière et gazière et a commencé lors du premier tour d'appel d'offres en 1999, avec l'instauration de pourcentages minimums et maximums pour l'investissement dans le pays. Le contenu local est à présent mesuré sur la base du pourcentage de biens et services faits au Brésil par rapport au total acquis durant les phases d'exploitation et les activités de développement de la production.

La politique de contenu local est soutenue par le Programme pour la mobilisation de l'industrie nationale de pétrole et de gaz naturel (PMINPGN), dirigé par Petrobras et la Banque nationale de développement (BNDES) avec la participation des associations professionnelles. Le gouvernement fédéral estime que d'ici à 2020, 400 milliards de dollars US seront investis en équipements et services, pour l'expansion et le maintien de la production.

La politique de contenu local sera bientôt applicable à d'autres secteurs, notamment au secteur minier.

### Le secteur minier et le contexte économique

Le Brésil est la sixième puissance économique par PIB nominal. Le pays est actuellement considéré comme un pays à revenu moyen.

Le Brésil était le 12<sup>ème</sup> plus gros producteur de pétrole en 2011 et le deuxième producteur d'Amérique latine. Son PIB était de 2,253 milliards de dollars US en 2012. La découverte récente de vastes gisements de pétrole pré-salifère au large des côtes brésiliennes pourrait bien faire du Brésil le cinquième plus gros producteur d'ici à 2020.

En plus du pétrole, le Brésil produit également 438 milliards de pieds cubes de gaz naturel par jour et en importe environ 20 millions de pied cube par jour de Bolivie. D'après les chiffres de 2010, les réserves totales de gaz naturel s'élèvent à 13 milliards de pieds cubes. Il dispose d'une industrie minière en pleine croissance et c'est un gros exportation de minerai de fer, d'aluminium, de bauxite et d'autres minéraux industriels (niobium, manganèse, tantalite, chrysotile, or et argent)

### Portée

Le programme brésilien couvre tous les secteurs d'approvisionnement, les biens et les services.

### Formalité

L'approvisionnement local est fortement légiféré et réglementé. L'approche est également normative du fait que des sanctions sont prévues en cas de non-conformité.

### Affectation des ressources

Des ressources importantes sont investies dans le programme d'approvisionnement local du Brésil. Il y a de nombreux acteurs impliqués dans la mise en œuvre, la certification et la vérification des initiatives en matière d'approvisionnement local.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Contenu

L'article 171 de la Constitution nationale brésilienne de 1988 classait les entreprises en « entreprises brésiliennes » ou « entreprises brésiliennes à capitaux nationaux », créant ainsi une distinction claire entre les entreprises constituées au Brésil mais non brésiliennes, et les entreprises constituées au Brésil et contrôlées par des brésiliens. En vertu de cette disposition constitutionnelle, toute règle sur le contenu local au Brésil devrait probablement suivre ce que nous appelons le « premier modèle »,

d'après lequel la définition du contenu local est subordonnée à la nationalité de l'actionnaire majoritaire de l'entité.

Cependant, l'Article 171 a été révoqué avec l'amendement constitutionnel no. 6/1995, et les entreprises constituées au Brésil ont été considérées comme étant des « entreprises brésiliennes » à toutes fins légales, quelle que soit la nationalité du capital ou des actionnaires. Ainsi, depuis 1995, sauf autorisation expresse de la constitution, toute règle qui crée une quelconque protection pour les entreprises brésiliennes contrôlées par des ressortissants nationaux au détriment des entreprises contrôlées par des étrangers est considérée comme anticonstitutionnelle et comme nulle et susceptible d'annulation.

## **Mines**

Conformément à la loi frontalière du Brésil (Brazilian Border Law), les droits miniers ne peuvent être accordés ou concédés qu'à des ressortissants brésiliens ou des sociétés brésiliennes constituées en vertu des lois brésiliennes qui ont au moins 51% de capitaux propres détenus par des ressortissants brésiliens.

## **3 - Identification des opportunités**

### **Pétrole et gaz**

Dans le cadre du Programme pour la mobilisation de l'industrie nationale du pétrole et du gaz naturel (PMINPGN), une étude diagnostique sur la compétitivité nationale a été réalisée. Elle prévoyait la demande en biens et services des exploitants de pétrole et de gaz et analysait les opportunités en matière d'approvisionnement au niveau national ainsi que les défis relatifs à chaque catégorie de bien ou service. En fonction de la compétitivité de chaque secteur, une série d'initiatives a été conçue pour renforcer les infrastructures, les capacités et le financement.

## **4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs**

### **Interactions mine-fournisseurs et environnement économique général**

En 2004, PMINPGN, pétrobras et Sabrae, un organisme de soutien aux PME, ont signé un accord pour accroître l'inclusion de petites entreprises dans la chaîne d'approvisionnement pétrolière. L'accord a recensé les opportunités potentielles, conçu des formations et favorisé l'interaction par des cercles d'affaires. Entre 2004 et 2010, 3 000 PME ont été formées pour devenir des fournisseurs dans la chaîne de valeur du secteur pétrolier et gazier. Au cours de cette période, il y a eu des transactions à hauteur de 2,6 milliards de dollars US entre les sociétés pétrolières et gazières et les PME. L'accord a été renouvelé en 2008 et une nouvelle fois en 2011.

## **5 - Politique d'approvisionnement, loi et réglementation**

Les exigences en matière de contenu local au Brésil sont actuellement régies par la Résolution 36/07 du Ministère des mines et de l'énergie.

### Contenu minier

Les principales sources de législation minière au Brésil sont la Constitution fédérale et le Code minier (**Décret-loi No. 227** du 28 février 1967)- qui est actuellement en cours de révision (2013). Parmi les changements examinés dans le projet de loi, on peut citer la création d'un nouvel organisme de réglementation pour le secteur minier, une augmentation des redevances minières qui passeraient de 2 à 4%, et des règles de partage de production similaires à celles établies par le biais d'une réforme récente de la réglementation du secteur pétrolier du pays.

### Contenu pétrolier

La politique de contenu local n'est pas expressément inscrite dans la loi pétrolière actuellement applicable au Brésil (Loi 9.478/97). Il est fait mention du développement des industries locales uniquement dans la section des principes généraux sur la politique énergétique nationale.

Dans les tous premiers tours d'appel d'offres menés par l'ANP, les engagements en matière de contenu local étaient principalement régis par des dispositions du contrat de concession. Plus tard, l'ANP a

établi (par l'Ordonnance 180/2003) des règles spécifiques concernant la déclaration et le suivi du contenu local.

De manière générale, le contenu local peut se mesurer par la proportion entre la valeur totale des biens et services acquis directement ou indirectement par le concessionnaire auprès d'une source brésilienne et le montant total des biens et services acquis relatifs à l'ensemble de l'exploitation. Le pourcentage minimum de contenu local a d'abord été nécessaire pour les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> tours, avec des pourcentages différents selon que les blocs étaient situés dans le sol, dans des eaux peu profondes, ou en eau profonde. A partir des 7<sup>ème</sup> tours, les exigences minimums ont été élargies pour inclure une liste d'éléments nécessaires aux phases d'exploration et de développement. (A Guide to Brazilian Oil & Gas Taxation, KPMG, 2011)

En vertu de la Clause No. 20 du contrat de concession, les concessionnaires doivent favoriser les entrepreneurs brésiliens quand leurs offres sont équivalentes en termes de prix, conditions et qualités à celles d'autres fournisseurs invités à soumettre leurs offres.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local au Brésil.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

L'Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants est un organisme de vérification et d'accréditation au sein du gouvernement. Elle est responsable de la coordination et de la mise en œuvre des efforts en matière d'approvisionnement local.

L'Organisation nationale de l'industrie pétrolière (ONIP) est le principal organisme de certification et elle fonctionne comme un forum pour faciliter l'articulation et la coopération entre les sociétés spécialisées dans l'exploration, la production, le raffinage, la transformation, et la distribution de pétrole brut et de produits pétroliers, les fournisseurs de biens et services du secteur pétrolier, les agences gouvernementales ainsi que les organismes de financement. L'organisation est financée par tous ces associés. L'ANP prend part à ce conseil mais n'a pas de droit de vote. De plus, l'ONIP est responsable de la délivrance de certificats de contenu local. Elle propose des conseils et contrôles pour obtenir la certification de contenu local et a élaboré un registre de plus de 2 000 fournisseurs de biens et services qualifiés couvrant toute la chaîne de production de l'industrie brésilienne du pétrole et du gaz.

Le PMINPGN est une initiative multipartite, composé au niveau du comité directeur du Ministre des mines et de l'énergie, du Ministre du développement, de l'industrie et du commerce, Du président et directeur des services de Petrobras, du président de la BNDES, du président de l'ONIP et du président de l'institut brésilien du pétrole. Le PMINPGN intervient dans trois domaines stratégiques : (1) qualification, (2) politiques industrielles et (3) performances industrielles. Depuis les débuts du PMINPGN en 2004, les avantages pour le Brésil n'ont cessé de croître. De 2005 à 2007, Petrobras a investi 70 millions de Réals (R\$) pour certifier 70 000 professionnels dans le cadre du programme PMINPGN d'ici à 2010.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

L'Agence nationale du pétrole (ANP) est un organisme de réglementation qui a pour objectif principal la mise en œuvre de la politique nationale sur le pétrole et le gaz définie par le CNPE- l'organe consultatif lié à la Présidence- et le Ministre des mines et de l'énergie, et le contrôle des activités entreprises au Brésil par les industries du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants. Les décisions du conseil d'administration et celles relatives au budget annuel sont prises de manière autonome.

Elle lance des appels d'offre et conclut des marchés pour le compte de l'État avec des négociateurs pour l'exploration et le développement et la production de pétrole brut et de gaz naturel. De plus, elle inspecte et contrôle les industries réglementées du secteur. En termes de contenu local, l'ANP définit des exigences minimales de contenu local et publie des modèles de déclaration de contenu local. Elle définit les critères, accrédite et contrôle les organismes de certification qui délivrent la « Certification contenu local » (voir plus bas l'exemple de l'ONIP). L'ANP est également responsable du suivi et de l'évaluation des engagements en matière de contenu local et applique des sanctions en cas de non-respect de ces engagements.

Le service contenu local au sein de l'ANP a ouvert en 2008 avec une moyenne de 7 personnes travaillant à plein temps jusqu'en 2013. L'équipe s'est élargie pour compter 18 personnes à la fin 2013. Elle a pour mission de faire le suivi des accords de concession de 900 blocs en phase d'exploration, de mesurer comment, pour chaque bien et service, le niveau de contenu local a évolué, et de faire le suivi et l'audit des sociétés de certification. Tous les 3 mois, les exploitants doivent envoyer un rapport à l'ANP qui fait état de leur investissement local et non-local. Depuis 2011, l'ANP a commencé à appliquer des sanctions sévères en cas de non-respect des contrats, ce qui s'est avéré être un changement important en matière de suivi. Les sanctions ont également modifié le comportement des fournisseurs, ils sont à présent plus intéressés et impliqués dans chacune des étapes du processus.

Bien que l'ANP réalise elle-même une grande partie du travail de suivi et d'évaluation, la certification du contenu local est faite par des sociétés privées accréditées par l'ANP. En 2007, l'ANP a mis en place un Système de certification du contenu local qui a établi des règles en matière de contenu appliquées à tous les contrats signés depuis le septième tour d'appel d'offres. La certification est effectuée selon un modèle mis à disposition par l'ANP. Elle indique le pourcentage de contenu local du bien ou service spécifique utilisé pour la mesure, et sa conformité avec les exigences définies dans les réglementations de certification du contenu local. Il y a, à l'heure actuelle, 21 organismes de certification accrédités par l'ANP, et en 2011 plus de 7 500 certificats ont été délivrés à plus de 400 fournisseurs locaux, attestant d'investissements au Brésil d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars US.

#### **Objet du suivi et de l'évaluation**

D'après un entretien avec le Coordinateur du contenu local de l'ANP, il est essentiel de mettre l'accent sur l'aspect politique, par ex. quelles sont les activités/industries que le pays/la région veut développer pour chaque phase spécifique. L'ANP est actuellement chargée de suivre l'accroissement du contenu local de tous les types d'équipement, de biens et de services, et il devient difficile de tous les suivre en même temps. L'ANP a envisagé de réduire son champ d'action en matière de contenu local à des produits spécifiques, mais il serait difficile de modifier tous les contrats conclus depuis 2005. Néanmoins le gouvernement garde la discussion ouverte aux associations professionnelle afin de voir quels types d'unités de production industrielle pourraient être développées au Brésil à l'avenir.

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Le Chili a une longue histoire d'exploitation minière et une base de fournisseurs établie. L'approche actuelle n'est pas réglementée, mais prend plutôt une approche programmatique pour ce qui est de l'enregistrement et la certification des fournisseurs, l'amélioration de la qualité, le développement de fournisseurs de classe mondiale pouvant résoudre les problèmes conjointement avec les sociétés minières et permettre des économies de coût.
- Des capacités institutionnelles solides, avec un rôle actif joué par les mines, les associations professionnelles, les agences d'investissement et d'innovation, ainsi que des donateurs. Un cadre de suivi et d'évaluation plus complet pourrait être nécessaire pour comprendre les gains véritables tirés des diverses initiatives de développement des fournisseurs

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Caractéristiques de l'approche sur l'approvisionnement local

Il n'existe pas de stratégie centrale de contenu local au Chili.

Les sociétés ont également leurs propres programmes de développement des fournisseurs, dont l'objectif est de développer une industrie de service pour l'exploitation minière de classe mondiale qui les soutiennent, mais susceptibles également de soutenir d'autres sociétés à travers le monde.

### Le secteur minier et le contexte économique

Le Chili a une économie classée comme une économie à revenu élevé par la Banque mondiale et il est considéré comme l'un des pays les plus stables et les plus prospères d'Amérique du Sud.

Le secteur minier au Chili a une longue histoire, et c'est l'un des piliers de l'économie. Les exportations de cuivre chiliennes représentent à elles seules plus d'un tiers des recettes publiques. Le Chili est aujourd'hui le pays qui a la plus grosse production de cuivre au monde, et il laisse ses concurrents loin derrière. Alors que le Chili représente environ 34% de la production mondiale, les seconds dans le classement, les USA, la Chine et le Pérou n'atteignent que 7% chacun. En 2012, l'exploitation minière comptait pour 20 % du PIB et représentait 60 % des exportations du pays.

C'est le plus grand producteur de cuivre au monde depuis 1990. Le Chili a également les plus grandes réserves mondiales de cuivre et de lithium, et d'importantes réserves de potassium, d'or et de molybdène.

---

<sup>5</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.bitc.org.uk/our-resources/case-studies/bhp-billiton-world-class-supplier-programme-chile#sthash.Te7krcWF.dpuf>

[https://www.google.co.za/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0CCQqFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.worldbank.org%2Fcontent%2Fdam%2FWorldbank%2FEvent%2FEI%2520%2520Local%2520Content%2FWorld%2520class%2520suppliers%2520to%2520global%2520mining%2520industry%2520-%2520Vienna%2520Worldbank%2520Sep-oct%25202013%2520V%2520final%2520Osvado%2520Urza%2520Day%25201%2520Session%25203.pptx&ei=0lW1U6DmFumI7AaT4ICgDQ&usg=AFQjCNE5B92sJVh18cHsOga\\_YPI1eYn8jg&bvm=bv.70138588,d.ZGU](https://www.google.co.za/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0CCQqFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.worldbank.org%2Fcontent%2Fdam%2FWorldbank%2FEvent%2FEI%2520%2520Local%2520Content%2FWorld%2520class%2520suppliers%2520to%2520global%2520mining%2520industry%2520-%2520Vienna%2520Worldbank%2520Sep-oct%25202013%2520V%2520final%2520Osvado%2520Urza%2520Day%25201%2520Session%25203.pptx&ei=0lW1U6DmFumI7AaT4ICgDQ&usg=AFQjCNE5B92sJVh18cHsOga_YPI1eYn8jg&bvm=bv.70138588,d.ZGU)



## Portée

Les programmes sont axés sur l'amélioration de la qualité et de la compétitivité des fournisseurs, ainsi que sur le développement des capacités d'innovation.

## Formalité

L'approvisionnement local n'est pas induit par la législation.

## Affectation des ressources

L'affectation des ressources atteint un niveau élevé. Le gouvernement a versé des millions pour contribuer aux fonds publics afin de favoriser l'approvisionnement local, et les mines ont également consacré un budget important au développement des fournisseurs.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Contenu

Fournisseur de classe mondiale est un terme mobilisé par les sociétés minières dans le cadre d'un processus plus large d'approvisionnement local. Il prend en compte la situation géographique et la compétitivité des fournisseurs compétents. Ce sont les fournisseurs qui vendent plus 30 pour cent de leurs produits à l'étranger, appliquent des normes comparables à celle du leader du secteur et apportent un niveau de valeur ajoutée élevé à leurs clients.

Le programme de développement des fournisseurs de calibre international est un programme multipartite lancé par BHP Billiton, coordonné par Fundacion Chile et auquel plusieurs sociétés minières participent désormais.

## 3 - Identification des opportunités

Le Programme de développement des fournisseurs de calibre mondial privilégie cinq domaines - l'eau, l'énergie, SSEC (santé, sécurité, environnement et communauté), le capital humain et l'efficacité opérationnelle.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Interactions mine-fournisseurs et environnement économique général

Au Chili, l'accent a été mis sur le développement de fournisseurs de classe mondiale afin qu'ils puissent ensemble régler les problèmes centraux auxquels les mines sont confrontées.

En 1995, la CORFO (L'Agence de développement économique du Chili), avec le soutien de l'UE, a mis en œuvre un programme dans la région d'Antofagasta qui accorde un soutien financier à de grandes sociétés prêtes à participer au développement des fournisseurs, et exige que les sociétés prennent en charge la formation et l'intégration des fournisseurs. La CORFO s'est inspiré de ce programme pour soutenir un effort de collaboration entre les mines, auquel ont participé dix grandes sociétés et deux universités régionales. Elle a aussi contribué à identifier les lacunes dans l'offre locale et a facilité l'investissement étranger afin de combler ces lacunes.

L'Association Industrielle d'Antofagasta (AIA) a mis en place un Système de sélection et base de données des fournisseurs - SICEP- en 2001. Ce système est utilisé par près de 20 sociétés d'achat dans les industries minières, pétrolières et gazières, y compris par des fournisseurs internationaux et des entrepreneurs principaux. Le système a des informations sur plus de 2 500 fournisseurs. Pour être admis, les fournisseurs doivent s'inscrire, être évalués, et certifiés pour la conformité avec le droit du travail et de la sécurité sociale. Ils reçoivent également une formation pour améliorer leurs opérations. Les fournisseurs paient des droits (d'inscription et une redevance annuelle) compris entre 200 \$US et 400 \$ US par fournisseur.

En 2008, BHP Billiton a lancé le Programme de développement de fournisseurs de classe mondiale, auquel d'autres sociétés minières se sont jointes par la suite. Ce programme est coordonné par

Fundación Chile, une fondation à but non lucratif qui soutient le transfert de technologie, l'innovation et la compétitivité au sein de l'économie chilienne. Il aide les fournisseurs à atteindre le niveau qui leur permet d'offrir des solutions innovantes aux problèmes rencontrés par les sociétés minières au Chili. L'objectif est de créer 250 fournisseurs de classe mondiale au Chili d'ici à 2020.

Les sociétés minières identifient des domaines dans lesquels de nouvelles solutions pourraient améliorer l'efficacité opérationnelle de leurs activités, et identifient les fournisseurs locaux qui ont la capacité de traiter le problème. Chaque défi prioritaire est présenté aux fournisseurs. Deux à trois fournisseurs locaux constituent alors un groupe pour étudier le problème et tester des innovations, avec l'appui technique et parfois la formation d'experts-consultants externes et la collaboration d'universités locales.

Ces projets ont un coût qui peut varier de 100 000 dollars US à 20 millions de dollars US et leur longévité est généralement de 15 à 27 mois, depuis l'identification du problème jusqu'à l'évaluation. De concert avec le gouvernement, BHP Billiton a investi pas moins de 50 millions de dollars dans le programme au cours des quatre premières années, et pour l'exercice 2013/2014, le budget atteint presque les 20 millions de dollars. Le programme emploie directement 11 personnes à temps plein, ainsi que 71 employés supplémentaires à temps partiel. Un tel programme nécessite l'existence d'un solide bassin de fournisseurs avec un niveau de compétences techniques suffisant, ainsi qu'un solide système de soutien aux universités et à la recherche et développement.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

L'industrie minière est régie par les lois suivantes :

- La Constitution de la République du Chili ;
- La loi organique constitutionnelle sur l'exploitation minière ;
- Le Code et les réglementations régissant l'exploitation minière ;
- Le Code et les réglementations régissant les droits de l'eau ; et
- Les lois et réglementations régissant la protection de l'environnement en lien avec l'exploitation minière

Le processus d'octroi est régi par les tribunaux de justice et les aspects administratifs miniers sont régis par le Service national de la géologie et des mines.

Le Chili n'a actuellement aucune réglementation en matière de contenu local. Il en avait, mais il a atteint ses objectifs et a réussi à l'éliminer.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, Il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local au Chili.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Les organismes compétents sur la question comprennent :

- Le Ministère du travail
- Le Ministère des mines
- Les sociétés minières
- La société civile

**Responsabilités et rôles dans la mise en œuvre**

Jusqu'ici, les efforts portant sur l'approvisionnement local dans le secteur minier ont été généralement dirigés par le ministère ou l'autorité responsable des industries extractives ou par le ministère/ l'administration chargée du commerce et de l'industrie. Cependant, d'autres types d'organismes ont aussi occupé un rôle central ou dirigé des programmes spécifiques, notamment :

- Agences chargées d'assurer la promotion de la compétitivité nationale, du transfert des technologies et de l'innovation (par exemple, la CORFO et les agences de développement régional au Chili)

Lorsque l'approche retenue passe par la certification, cette capacité est souvent confiée au secteur privé, comme par exemple au Chili l'Association industrielle d'Antofogasta qui a dirigé la certification des fournisseurs à Antofogasta.

### **Renforcement des capacités**

Un certain nombre d'organismes chargés de promouvoir l'approvisionnement local ont développé de grandes capacités de mise en œuvre. La CORFO (qui dirige de nombreux programmes pour soutenir le développement et les investissements du secteur privé) et les associations industrielles régionales au Chili en sont des exemples. Le succès que connaît la CORFO à développer ses capacités a été attribué en partie à sa relative autonomie puisque les décisions et le processus de recrutement sont moins soumis aux influences politiques. Cela signifie que la CORFO est en mesure d'attirer des professionnels en fonction de leur mérite. Elle s'est par ailleurs attelée à développer de solides relations avec d'autres parties prenantes au Chili ainsi qu'au niveau international.

## **8 - Mesurer, surveiller et évaluer**

### **Objet du suivi et de l'évaluation**

Le Programme de fournisseurs de classe mondiale mesure son impact, notamment les problèmes résolus et les économies de coûts pour la société minière ainsi que la croissance des entreprises des fournisseurs / leur développement sur d'autres marchés.

Par exemple, une collaboration entre Mining Systems et Minera Escondida a permis une hausse de 2% de récupération du cuivre. Les ventes ont augmenté et sont passées de 1 milliard \$US (2009) à 7 milliards \$US (2013). En 2015, ils entreront sur le marché péruvien.

En décembre 2012, le programme concernait 36 fournisseurs qui emploient plus de 5 000 personnes sur un total de 43 projets avec des ventes combinées de 400 millions de dollars US.

## Ghana<sup>6</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Approche collaborative entre la Commission des minéraux et la Chambre des mines, avec le soutien de l'IFC
- Priorité accordée à l'approvisionnement local dans le secteur minier depuis 2009, avec une réglementation sur l'approvisionnement local adoptée en 2012 prévoyant notamment l'obligation de soumettre des plans d'approvisionnement local
- L'évaluation de la demande conjointe, l'identification des opportunités, et l'évaluation et la formation des fournisseurs impliqués sont plus efficaces et devraient donner des résultats plus durables.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Le secteur minier et le contexte économique

Le Ghana possède un secteur minier important et bien implanté. Le Ghana est le deuxième plus gros producteur d'or en Afrique (après l'Afrique du Sud) et le premier producteur de plomb en Afrique de l'Ouest (49% de la production ouest-africaine) ; c'est également un important producteur de bauxite et de manganèse. En 2013, le PIB du Ghana en était de 74,9 milliards de dollars. La contribution du secteur minier dans le PIB total était de 6% (2012). Le Ghana est aujourd'hui considéré comme un pays à revenu moyen, mais plutôt tout en bas de la tranche.

Selon l'administration fiscale du Ghana (Ghana Revenue Authority, GRA) le sous-secteur minier était le plus gros contributeur aux rentrées fiscales du pays en 2012. Le total des paiements versés par l'industrie minière dans les coffres de l'administration s'élevaient à environ 1,5 milliards de ₵ GH en 2012. Ce montant représente environ 27% des revenus totaux collectés sur le territoire en 2012.

Les chiffres de la Commission des minéraux indiquent que l'industrie minière a attiré un total d'un milliard de dollars US en investissement dans le pays en 2012. Ces investissements ont été faits dans les domaines de la production et par les sociétés de services de soutien et d'exploration. L'effet multiplicateur de ces investissements dans l'économie ghanéenne est très significatif.

### Portée

L'approche ghanéenne a mis l'accent sur les domaines suivants :

- Déclaration des niveaux d'approvisionnement local
- Préférence accordée aux fournisseurs locaux
- Identification conjointe des opportunités
- Diagnostic et développement des fournisseurs

Les objectifs prioritaires comprennent la participation des citoyens et la production au niveau local.

Remarque : L'approche va au-delà de l'approvisionnement local pour inclure la localisation de l'emploi. Il y a également une préférence en matière d'approvisionnement local dans le secteur pétrolier et

---

<sup>6</sup> Sources d'informations possibles pour cette section :

<http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/artikel.php?ID=292671>

<http://im4dc.org/wp-content/uploads/2013/07/Local-Procurement-Efforts-in-Ghana.pdf>

interview avec George Brakoh : Dirigeant, Newmont

<http://www.pwc.com/gh/en/assets/pdf/ghana-on-point-mining-regulations-july-2012.pdf>

gazier, avec une politique qui vise un niveau d'approvisionnement local de 10% au départ, de 50% après cinq ans et de 90% après dix ans.

### **Formalité**

L'approche fait une utilisation active de la législation et réglementation, notamment la Loi sur les minéraux et les mines du Ghana de 2006 et les réglementations associées de 2012, ainsi que des révisions de la liste minière.

Toutefois, l'approche s'est également appuyée sur des consultations poussées et une collaboration, en particulier entre la Commission des minéraux et la Chambre des mines. En 2008, la Commission des minéraux du Ghana a commencé à se pencher sur la question de l'approvisionnement local. Elle a élaboré une proposition de décret sur l'approvisionnement local, contenant des cibles précises en la matière. Cette proposition mettait l'accent sur la promotion de l'industrie locale et sur la préférence en faveur d'une forte participation des Ghanéens. À ce stade, la nature de cette préférence n'a pas été clairement définie. L'industrie minière a réagi, par l'entremise de la Chambre des mines, en faisant des propositions sur ce qui lui semblait être la façon la plus pratique d'accroître l'approvisionnement local ; diverses consultations ont été organisées par la suite pour tenter d'affiner l'approche. Elle a également lancé un processus collaboratif visant à dresser une liste de produits ayant un fort potentiel en termes d'approvisionnement local (voir la section opportunités).

L'approche comprend également une sorte de contrat social, sous forme d'un protocole d'accord entre la Commission des minéraux, la Chambre des mines et l'IFC qui met l'accent sur le développement des fournisseurs.

### **Affectation des ressources**

L'approche a nécessité des ressources dans les domaines suivants :

- La déclaration par l'industrie minière
- Le contrôle
- Les consultations entre l'organisme de réglementation, l'industrie minière et les fournisseurs
- Le développement des fournisseurs

Les ressources publiques ont surtout été affectées avec le concours de la Commission des minéraux. L'industrie minière a alloué des ressources par le biais de la Chambre des mines, notamment par le comité d'approvisionnement local. Cela a nécessité à la fois du temps - pour les consultations et déclarations - et des contributions au financement du développement des fournisseurs. Des ressources supplémentaires pour le développement des fournisseurs ont été obtenues grâce à la participation de donateurs, parmi lesquels l'IFC et le programme d'aide australien.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

### **Mines**

#### Contenu

La section 105 (1) de [la Loi sur les minéraux et les mines du Ghana de 2006](#), relative à la préférence pour les produits locaux et l'emploi de ressortissants ghanéens, fournit une définition *de facto* de ce qu'est l'approvisionnement local.

- Matériaux et produits fabriqués au Ghana
- Agences de services exerçant dans le pays et détenues par :
  - des citoyens
  - des sociétés ou un partenariat immatriculé sous le Code des sociétés de 1963 (Loi 119) ou la loi sur les sociétés de personnes (Incorporated Private Partnership Act) de 1962 (Loi 152) et
  - les entreprises publiques

La définition inclut les biens et services, la participation des citoyens (propriété) ainsi que la valeur ajoutée locale (production locale), mais ne détermine pas de seuils.

Les règlements de 2012 font référence au « contenu ghanéen » dans la section 2, mais ne définissent pas explicitement ce que cela signifie. Cependant, ils définissent la préférence dans la section 2 (13) comme étant les « offres contenant le plus haut niveau de participation ghanéenne en termes de propriété et de gestion par des Ghanéens, et d'emploi de Ghanéens ».

## **Pétrole**

### Contenu

Le « Cadre politique pour le contenu local et la participation locale dans les activités pétrolières » de 2010 définit « local » comme étant le niveau d'utilisation de l'expertise locale, des biens et services, des personnels, entreprises et financements ghanéens dans les activités pétrolières et gazières, et il fait également référence à la « fourniture de biens et services produits ou fournis au Ghana » et aux « achats de produits locaux et de services auprès de citoyens ghanéens ». Cependant, aucune définition explicite ni aucun seuil ne sont fournis.

## **3 - Identification des opportunités**

### **Identification des opportunités d'approvisionnement local des mines au Ghana**

L'objectif initial du Ghana était d'identifier les produits très prometteurs pour la fabrication locale, avec le plan d'examiner les opportunités de prestations de services dans une phase ultérieure.

Travaillant de concert avec la Chambre des mines du Ghana, les grandes sociétés aurifères ont fourni des informations sur leurs dépenses et volumes dans un certain nombre de produits. Les produits ont été évalués en fonction d'une série de critères, notamment s'ils étaient déjà fabriqués au Ghana ou pourraient facilement être fabriqués localement dans les cinq à dix ans. La liste suivante de 27 produits auxquels le secteur minier devait accorder la priorité au Ghana est la résultante de ce processus:

27 produits initialement identifiés par la Chambre des mines du Ghana

- |   |  |
|---|--|
| 1. Charbon actif                            | 16. Plateaux de base métal ou PVC                          |
| 2. Sulfate d'ammonium                       | 17. Blindage   |
| 3. Boulons et écrous                        | 18. Rebobinage et réusinage de moteur                      |
| 4. Boîtes Bullion                           | 19. Rechapage de pneus tout-terrain                        |
| 5. Sacs Caligo                              | 20. Combinaisons et autres vêtements de travail            |
| 6. Produits de ciment/ mortier              | 21. Sacs de prélèvements plastiques                        |
| 7. Produits de clôtures, câbles & grillages | 22. Chaux vive & chaux hydratée                            |
| 8. Produits chimiques (soude caustique)     | 23. Boulons d'encrage & split-set                          |
| 9. Convoyeur à rouleaux/galets, poulies     | 24. Produits de l'acier (tôles, angles, supports, pignons) |
| 10. Coupelles et creusets                   | 25. Conduits de ventilation                                |
| 11. Approvisionnement en explosif-artifices | 26. Produits du bois                                       |
| 12. Lubrifiants généraux et spécifiques     | 27. Tube Yelomine  |
| 13. Broyants                                |  |
| 14. Tubes HDPE & PVC                        |  |
| 15. Câbles électriques renforcés            |  |

Avec l'appui de l'IFC, les opportunités ci-dessus ont ensuite été évaluées pour établir la capacité des fournisseurs, les lacunes et les soutiens nécessaires. Un exercice d'évaluation a été réalisé sur 28 sociétés dans 18 des secteurs ci-dessus, ce qui a permis l'analyse des lacunes de chaque secteur. Les groupes de produits les plus compétitifs ont été : combinaisons et autres vêtements de travail, sacs d'échantillons en plastique, rechapage de pneus tout-terrain, ciment et mortiers. Cette liste est actuellement en cours d'affinage afin de créer une liste de 6 à 8 produits représentant les meilleures opportunités sur lesquelles se concentrer à court terme. Ces opportunités feront probablement partie de la « liste d'approvisionnement local », tel que requis par la réglementation.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Environnement économique général

Plusieurs organisations apportent leur soutien au développement des fournisseurs afin de les rendre compétitifs au Ghana.

### Chambre de commerce de d'industrie Sekondi-Takoradi (Sekondi-Takoradi Chamber of Commerce & Industry - STCCI -)

Les initiatives spécifiques pour le renforcement des capacités :

- Développement des fournisseurs locaux - en collaboration avec AUSAid/IM4DC
- Collaboration avec le Centre de Développement des Entreprises (« EDC ») et le programme de développement de la chaîne d'approvisionnement pour le développement des entreprises locales.

### Collaboration entre la Chambre des mines, Commission des minéraux et l'IFC

En août 2011, la Commission des minéraux, la Chambre des mines et l'IFC ont signé un protocole d'accord pour collaborer dans le cadre de l'évaluation et du développement des fournisseurs, avec des engagements financiers de part et d'autre. Cette collaboration était axée sur le développement des PME. Début 2012, une évaluation de la capacité globale des fournisseurs a été réalisée ainsi que des évaluations individuelles de fournisseurs dans le but d'identifier les besoins d'accompagnement. Des consultations sont en cours sur la prochaine phase, à savoir le lancement d'un programme de développement des fournisseurs. La Commission des minéraux ainsi que la Chambre des mines ont dû renforcer leurs ressources afin d'appuyer l'approvisionnement local.

### Sociétés minières au plan individuel

Programme Linkage Ahafo (PLA) Newmont/IFC

- Le programme triennal d'accès au marché a trois objectifs principaux :
  - Soutenir le développement des entreprises locales, ainsi celui que les fournisseurs potentiels de biens et services de la mine.
  - Améliorer la compétitivité des entreprises locales non liées à la mine afin d'aider à développer un tissu économique local diversifié en dehors du secteur minier
  - Développer et améliorer la capacité des institutions et associations professionnelles locales qui peuvent fournir un soutien durable, des formations et d'autres services aux entreprises locales.
- Évaluation du programme Newmont : Programme évalué par Newmont grâce au guide de mesure des impacts socio-économiques du WBCSD avec pour objectif de l'intégrer aux autres approches utilisées par la société, notamment les cadres et indicateurs de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) de Newmont Ghana, des principes de suivi, et le suivi et l'évaluation de l'IFC.
- Le PLA a été appliqué avec succès d'octobre 2007 à mai 2010 et a porté sur 13 communautés. Le montant de l'approvisionnement local est passé de 1,7 millions (2006) à 14 millions de dollars US et environ 373 entreprises locales ont signé des contrats avec Ahafo.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

Loi sur les minéraux et les mines du Ghana (Ghana Minerals and Mining Act)

Aux termes de la Loi sur les minéraux et les mines du Ghana (Ghana Minerals and Mining Act) adoptée en 2006, les sociétés minières doivent accorder la préférence en matière d'approvisionnement aux matériaux et produits fabriqués au Ghana, aux sociétés de services exerçant dans le pays et détenues par des citoyens ghanéens ainsi qu'aux sociétés de capitaux ou sociétés de personnes immatriculées en vertu respectivement du Code des sociétés ghanéen ou de la Loi sur les sociétés de personnes. La Loi impose également des exigences relatives à l'emploi au niveau local : obligation d'embaucher une

proportion minimale d'employés dans diverses catégories d'emploi, avec l'établissement d'une collaboration entre la Commission des minéraux (Minerals Commission) et les sociétés minières afin d'identifier les postes pouvant être occupés par des Ghanéens et les candidats locaux pouvant être formés pour remplacer le personnel étranger.

La réglementation générale sur les minéraux et les mines (The Minerals and Mining General Regulation) 2012, LI 21731

La réglementation cible 3 domaines principaux :

- La restriction du recrutement d'expatriés et la promotion de la main d'œuvre locale.
- L'approvisionnement en biens et services produits localement ; et
- Des obligations supplémentaires en ce qui concerne la délivrance de permis et les déclarations

Obligation pour les détenteurs des droits miniers et les prestataires de service de soutien à la mine de présenter des plans d'approvisionnement local.

#### **Processus/ calendrier**

Afin d'augmenter l'approvisionnement local, les entreprises doivent présenter un plan d'approvisionnement au cours de l'année suivant la réglementation ainsi qu'un rapport annuel indiquant leur niveau de conformité. La Commission des minéraux gère une liste de biens et services avec un contenu ghanéen que les entreprises sont tenues d'acheter. A défaut d'acquiescer ces éléments spécifiés dans la liste citée, les entreprises peuvent être astreintes à payer des droits à l'importation.

Une liste minière figure dans la loi sur les minéraux et les mines (Mineral and Mining Law) : 29(a) exonérations à l'importation Il y a également des exonérations de TVA pour les produits figurant sur la liste minière. Dans la loi, cela couvre ce qui est décrit de façon générale par « équipements, machines, équipements et accessoires ». La liste a été révisée en 2004, et elle est de nouveau en révision dans le cadre de la promotion de l'approvisionnement local. Les décrets d'application de la Loi minière de 2012 [2(10) et (11)] permettent à la Commission d'élaborer une « liste pour l'approvisionnement local » révisable chaque année, et d'infliger le paiement des droits de douane complets si une société minière ne s'approvisionne pas au niveau local pour les articles figurant sur la liste pour l'approvisionnement local ; cependant, ils ne spécifient pas de retrait de la liste.

## **6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières**

Comme mentionné dans la section politique, lois, réglementations, la réglementation adoptée en 2012 prévoit l'obligation pour les sociétés minières de soumettre des plans d'approvisionnement local.

La réglementation stipule que les détenteurs de droits miniers et les prestataires de service de soutien à la mine sont tenus de présenter des plans d'approvisionnement local dans l'année qui suit le début des opérations ou le début d'application de la réglementation, la date la plus tardive étant prise en compte. Le plan doit porter sur une période initiale de cinq ans, et sur une période ultérieure de cinq ans, mais il doit être révisé chaque année afin de prendre en compte des changements éventuels dans la liste d'approvisionnement local indiquée dans la réglementation. La réglementation stipule que le plan doit couvrir :

- Les objectifs en matière d'approvisionnement local au moins pour les éléments inscrits sur la liste d'approvisionnement local
- Les perspectives en matière d'approvisionnement local
- Un soutien spécifique aux fournisseurs potentiels (par exemple l'accès aux opportunités, un soutien technique et financier)

La réglementation stipule également que des rapports d'avancement de la mise en œuvre devraient être soumis tous les six mois. Des sanctions sont prévues en cas de non-soumission de plans ou de rapports.

Suite à la mise en œuvre de ces réglementations, la Chambre des mines du Ghana a élaboré en 2013 un plan d'approvisionnement local global pour le secteur de l'exploitation aurifère. Cela a permis de



relever des opportunités et des programmes de soutien communs. Des discussions ont par la suite eu lieu concernant des soumissions individuelles de sociétés minières.

### **Réglementations sur le contenu local et la participation locale dans le secteur pétrolier**

La réglementation stipule que les sociétés relevant de l'industrie pétrolière sont tenues de soumettre leur plan d'approvisionnement local concernant l'utilisation de biens et services locaux à la Commission pétrole. Ces plans doivent indiquer que la préférence est donnée à la fourniture de biens et services au sein du pays, s'ils répondent aux normes et spécifications internationales de l'industrie pétrolières. L'objectif est de permettre un transfert de la technologie de pointe et des compétences vers la société pétrolière nationale ghanéenne (« Ghana National Petroleum Corporation - GNPC ») ou vers la Commission du pétrole dans l'intérêt des Ghanéens.

## **7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles**

La Commission des minéraux joue un rôle prépondérant en matière d'approvisionnement local. Elle joue également un rôle de coordination de plusieurs administrations publiques intervenant dans la délivrance des permis ou la réglementation du secteur minier. La Chambre des mines joue un rôle clé dans la coordination des efforts entre les mines. Le protocole d'accord entre la Commission des minéraux, la Chambre des mines et l'IFC est un outil qui permet de coordonner la mise en œuvre.

## **8 - Mesurer, surveiller et évaluer**

### **Processus de suivi et d'évaluation**

Conformément à la réglementation de 2012, la déclaration officielle se fera au moyen de rapports semestriels faisant le point sur l'avancement de l'exécution par rapport au plan d'approvisionnement local, et fonctionne sur le système de l'auto-déclaration des sociétés minières sur les pourcentages de dépenses locales sur les catégories de produits prioritaires. Le contrôle et les inspections sont du ressort de la Commission des minéraux.

### **Objet du suivi et de l'évaluation**

La Chambre du commerce et de l'industrie Sekondi-Takoradi (STCCI) joue un rôle dans le suivi de la mise en œuvre du contenu local par les industries extractives en collaborant avec le Comité de contenu local pour le suivi des plans de contenu local des exploitants.

Au Ghana, une étude menée pendant plus de six mois sur « l'impact socio-économique de la Newmont Ghana Gold Limited » a estimé à 3,8 le coefficient multiplicateur d'emploi dans la chaîne de valeur directe de Newmont Ghana, avec un total de près de 50 000 emplois créés, soit **un coefficient multiplicateur de 28 par rapport à l'emploi direct de Newmont s'élevant à 1 700**. L'étude a consisté à faire une simulation en utilisant les déclarations de flux de trésorerie de Newmont et une matrice de comptabilité sociale du Ghana, qui est une représentation statistique des relations entre les acteurs économiques (c'est à dire les transactions entre les secteurs industriels, les ménages, le gouvernement, et le secteur étranger) afin de déterminer un rendement par secteur. Les ratios de production par travailleur des différents secteurs ont ensuite été utilisés pour déterminer l'impact sur l'emploi.

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Le programme d'approvisionnement de l'Indonésie a évolué pendant des décennies pour atteindre sa forme actuelle
- A l'instar d'autres pays, l'approvisionnement local a été mis en place dans le secteur pétrolier et gazier ; des adaptations et une nouvelle réflexion seront nécessaires pour appliquer les mêmes processus au secteur minier

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Le programme de contenu local élaboré au début des années 1950 mettait l'accent sur « l'indonésianisation » de la main d'œuvre dans l'industrie du pétrole et du gaz
- En 1963, les sociétés étrangères ont accepté de signer des contrats officiels avec la main-d'œuvre locale
- En 1966, les accords de partage de production ont été mis en place
- Les règles sur le contenu local en Indonésie ont été mises en œuvre en 2009
- Dans les années 1970, le gouvernement a mis l'accent sur le transfert de technologie aux entreprises nationales dans les services relatifs aux champs pétrolifères et les sous-secteurs de l'équipement.
- Loi pétrolière et gazière publiée en 2001 ; les règles d'approvisionnement de 2009 porte sur l'approvisionnement au niveau national pour les activités amont.
- Désormais, les politiques de contenu local s'appliquent également à l'exploitation minière et aux autres industries extractives
- Les initiatives récentes en matière d'approvisionnement ont été portées par l'intérêt du gouvernement à soutenir la croissance économique et à réduire les besoins en devises étrangères

### Pétrole, extraction minière et contexte économique

Le PIB de l'Indonésie en 2012 était de 878,0 milliards de dollars, ce qui en fait un pays à revenu moyen et la première économie d'Asie du Sud-Est. Les carburants et produits minier représentent 39% du total des marchandises exportées en 2010.

Le secteur pétrolier de l'Indonésie fonctionne depuis des décennies. En 2010, le pétrole représentait 7 % du PIB et 25 % des recettes du budget de l'État. Un élément clé de ce secteur est l'accroissement de l'exploration et la commercialisation du gaz. Alors que les exportations de pétrole ont diminué ces dernières années, le gaz est devenu la principale ressource en hydrocarbures de l'Indonésie.

<sup>7</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/Event/EI%20%20Local%20Content/Local%20Content%20Requirements%20in%20the%20Oil%20and%20Gas%20Sector%20-%20A.%20de%20Lima%20Campos%20Keynote%20Day%201.pptx>

<http://www.reuters.com/article/2014/01/12/indonesia-minerals-idUSL3N0KM01W20140112>

[http://issuu.com/world.bank.publications/docs/local\\_content\\_policies\\_in\\_the\\_oil\\_and\\_gas\\_sector](http://issuu.com/world.bank.publications/docs/local_content_policies_in_the_oil_and_gas_sector)

<http://www.pwc.com/id/en/publications/assets/Mining-Investment-and-Taxation-Guide-2012.pdf>

[http://www.pwc.com/id/en/energy-utilities-mining-newsflash/assets/EUMNewsFlash\\_34.pdf](http://www.pwc.com/id/en/energy-utilities-mining-newsflash/assets/EUMNewsFlash_34.pdf)

L'Indonésie a également une activité minière. Ses industries de nickel et bauxite génèrent plus de 2 milliards de dollars en exportations annuelles.

### Portée

Le programme d'approvisionnement local de l'Indonésie s'attache non seulement à augmenter le niveau des activités amont et l'approvisionnement local, mais insiste également sur la contribution du secteur bancaire national dans le financement des transactions d'approvisionnement. Tous les besoins d'approvisionnement peuvent être financés par les BUMN et BUMD, des entreprises et entités gérées par l'État.

### Formalité

Le programme d'approvisionnement local de l'Indonésie est très réglementé et formalisé.

### Affectation des ressources

L'Indonésie envisage de créer un Fonds pétrolier. 5 % des recettes non fiscales de l'État provenant du secteur pétrolier et gazier seraient allouées à une série d'initiatives. Il est difficile de savoir si les dépenses en matière d'approvisionnement local seront incluses.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Mines

#### Contenu

Les services d'exploitation miniers sont fournis par des entités indonésiennes avec une préférence pour les entreprises locales et/ou nationales. Le Permen 28 définit chaque catégorie :

- **Société locale** : une société / entité entièrement propriété indonésienne qui exerce et est domiciliée dans une régence/province
- **Société nationale** : Une entité juridique indonésienne dont toutes les actions sont détenues par des ressortissants indonésiens et qui opère en Indonésie ou en mer
- **Autre société** : Une entité juridique indonésienne dont tout ou partie de ses actions sont détenues par un étranger

Les sociétés sont également tenues d'avoir recours à des biens locaux, des sous-traitants locaux et à de la main-d'œuvre locale.

### Pétrole

#### Contenu

Le régulateur de l'activité pétrolière et gazière amont BPMIGAS impose des objectifs en matière de recrutement de travailleurs indonésiens par niveau de qualification la phase de développement. Dans certains contrats, cela se fait au niveau régional et cible des villages « directement affectés » par la production de pétrole. Les sociétés opérant dans les secteurs aval doivent également, en coordination avec le gouvernement régional, donner la préférence à l'emploi local (par ex. les gens vivant dans/près de la zone d'exploitation).

Le contenu local se mesure par :

- Le pays d'origine du matériel
- La propriété et pays d'origine des outils et installations de travail
- La citoyenneté de la main-d'œuvre locale

Il existe trois catégories de biens produits à l'échelle nationale :

- **Biens requis/obligatoires** : Biens primaires pour l'exploration et la production lorsqu'il existe au moins un producteur national avec un niveau de contenu local minimum et un niveau de points pondérés de l'entreprise (BMP) de 40%

- **Biens maximisés** : Biens primaires produits au niveau national lorsqu'il existe au moins un producteur national avec un niveau de contenu local d'au moins 25% et aucun producteur national avec un contenu local avec un BMP de plus de 40%. De plus, cette catégorie comprend les biens accessoires lorsqu'il existe au moins un producteur national avec un niveau de contenu local d'au moins 25%
- **Biens autorisés** : **Biens maximisés** : Biens lorsqu'il existe au moins un producteur national avec un niveau de contenu local d'au moins 5% et aucun producteur national avec un contenu local de plus de 25%.

Le BMP est la valeur d'appréciation du contenu local donnée en pourcentage. Il peut s'obtenir au moyen de quatre activités :

1. L'autonomisation des PME par le biais de partenariats
2. La détention de la certification de santé et sécurité au travail
3. Le développement des communautés
4. L'installation de services après-vente

### Approvisionnement de biens

Catégories		Obligations de CL	Valeur du contrat	Méthode d'approvisionnement	Soumissionnaires invités
Biens requis/obligatoires		Au moins 1 producteur national avec CL + BMP $\geq$ 40%	Tout	Appel d'offres restreint	Producteur national avec un niveau de CL minimum de 10%
Biens maximisés	Primaire	Au moins 1 producteur national avec CL $\geq$ 25% et aucun producteur national avec CL + BMP $\geq$ 40%	>100 000 \$	Appel d'offres restreint	Producteur national avec un niveau de CL minimum de 15%
	Soutien			Appel d'offres public	
Biens autorisés	Primaire	Au moins 1 producteur national avec CL < 25% et aucun producteur national avec CL $\geq$ 25%	>100 000 \$	Appel d'offres restreint	Producteur national avec un niveau de CL minimum de 5%
	Soutien			Appel d'offres public	

La liste des biens appartenant à chacune des catégories et les coordonnées des fournisseurs nationaux sont publiées chaque année par le MIGAS.

### Approvisionnement en services

En ce qui concerne les services, les soumissionnaires doivent s'engager à un niveau de contenu local minimum de 35 % pour contrats de plus de 100 000 \$. Les entreprises nationales ont la priorité. Toutefois, si une société nationale n'est pas en mesure de répondre aux exigences du contrat, des partenariats entre plusieurs sociétés nationales, ou entre des entreprises nationales et des entreprises étrangères sont encouragés.

S'ils répondent aux exigences de qualité, quantité et cession, les fournisseurs peuvent se voir accorder une « préférence tarifaire » en fonction des niveaux de CL et du statut de l'entreprise.

Les biens et services importés doivent être approuvés par le BPMIGAS. Afin de déterminer si oui ou non une entreprise locale peut atteindre les seuils minimaux de production (qui sinon empêcheraient les

fournisseurs de s'approvisionner localement) MIGAS a commencé à délivrer des certifications sur la base des «capacités de l'entreprise ». Les critères comprennent la capacité de production, la gestion, le réseau de commercialisation, etc.

### 3 - Identification des opportunités

La liste des biens et services par catégorie (voir Module 2) était la suivante à la date de 2011 :

1. Obligatoires	2. Maximisés	3. Autorisés
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Boitier-tube</li> <li>• Éléments tubulaires</li> <li>• Tête de puits et accessoires</li> <li>• Produits chimiques</li> <li>• Raccords de vannes</li> <li>• Fils, câbles et accessoires</li> <li>• Installations marines et offshore</li> <li>• Sources d'alimentation électrique</li> <li>• Pompes centrifuges, et rotatives</li> <li>• Pétrole et produits pétroliers</li> <li>• Systèmes de support matériel et revêtement de cimentation</li> <li>• Équipements et accessoires de tête de puits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systèmes de support matériel et revêtement de cimentation</li> <li>• Équipements et accessoires de tête de puits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Étanchéité (joints), matériaux d'isolation</li> <li>• Accessoires et systèmes de transmissions des machines</li> <li>• Installations marines et offshore</li> <li>• Pétrole et produits pétroliers</li> <li>• Peintures et vernis</li> <li>• Éléments d'usine et pièces détachées</li> <li>• Essais de puits de production et d'instruments de suivi</li> <li>• Pompes centrifuges, et rotatives</li> <li>• Pompes alternatives</li> <li>• Pompes de types différents</li> <li>• Commutateur équipement de contrôle, et instruments électriques</li> <li>• Transport</li> <li>• Éléments tubulaires</li> <li>• Raccords de vannes</li> <li>• Équipements et accessoires de tête de puits</li> <li>• Boite à outil wireline et unité complète avec bloc d'alimentation</li> <li>• Fils, câbles et accessoires</li> </ul>
	<p><b>3. Autorisés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudières et accessoires</li> <li>• Matériel et matériaux de construction</li> <li>• Matériaux de construction, métaux et quincailleries (boulons et écrous)</li> <li>• La structure du bâtiment et des réservoirs</li> <li>• Tubage, tube et accessoires</li> <li>• Systèmes de support matériel et revêtement de cimentation</li> <li>• Produits chimiques</li> <li>• Compresseurs et pompes à vide</li> <li>• Outils de forages et outils de production récupérables</li> <li>• Machines de forage, équipement de boue et accessoires</li> <li>• Équipement pour la protection de l'environnement, la sécurité et la lutte contre les incendies</li> </ul>	

### 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

#### Environnement économique général

L'objectif principal de la [Loi pétrolière et gazière de 2001](#) était de développer les capacités locales. Par conséquent, les contrats de partage de production (« production sharing - PS - contracts ») sont tenus de proposer des programmes de formation au personnel local. Cela peut inclure :

- **Un mentorat structuré pour le personnel débutant**
- **Des programmes d'éducation et de formation**
- **Des échanges internationaux de développement technique**
- **Des stages en entreprise dans le pays et à l'étranger**

Les coûts engagés pour les programmes mentionnés ci-dessus sont des coûts recouvrables, sauf en cas de violation des dispositions législatives.

En 2003, environ 200 entreprises locales opéraient dans le secteur aval. Cependant, sur la base des compétences techniques et des exigences en matière de capital physique du secteur amont, les entreprises sont le plus souvent des grandes entreprises locales ou internationales.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Mines

#### Contenu

Les services d'extraction minière sont régis par la par la **Loi minière (Loi No.4/2009) et Permen28**.

La Loi minière (et les Règlements gouvernementaux d'application ou RG) stipule que les détenteurs d'autorisations d'activité minière (dénommées « IUP ») sont tenus d'avoir une activité industrielle soit dans leurs propres installations ou à travers un accord de coopération. Les activités comprennent la « l'addition de valeur ajoutée », le « traitement » et le « raffinage ». Savoir quelles sont les activités qui constituent chaque catégorie reste sujet à controverse.

Le Permen 28 définit les obligations qui garantissent le recours à des entreprises locales et restreint le recours à des entreprises affiliées. Il précise que les titulaires IUP doivent procéder à l'extraction, au traitement et au raffinage et ne peuvent engager une « société de service minier » qu'à des fins de consultation, de planification et d'essais, de décapage et de transport. Les services miniers doivent être fournis par une entité indonésienne.

### Pétrole

#### Contenu

Les règles d'approvisionnement de 2009 ont été mises en place pour encourager les sources d'approvisionnement nationales dans les activités amont.

En 2001, la loi pétrolière et gazière a été publiée. Elle porte sur l'amélioration de la gouvernance du secteur et le renforcement de la concurrence. Elle contient des dispositions sur le développement des capacités locales.

Seules les entreprises indonésiennes peuvent participer aux activités aval.

### Rôles

En 2001, la compagnie pétrolière nationale a perdu sa fonction de réglementation. Trois entités l'ont remplacée :

- La Direction générale du pétrole et du gaz (relevant du Ministère de l'énergie et des ressources minérales) - agit en qualité d'organisme de politique et gestion des concessions
- BPMIGAS - organisme de réglementation amont
- BPHMIGAS - organisme de réglementation aval

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, Il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local en Indonésie. Toutefois, les entrepreneurs PS soumettent des rapports mensuels normalisés sur les activités d'approvisionnement à BPMIGAS qui sont ensuite comparés aux objectifs fixés pour l'année, et à ceux des cinq années précédentes. Les rapports sont normalisés grâce à des formulaires élaborés par BPMIGAS et mis à

disposition dans la version révisée des directives d'approvisionnement. De plus, les entrepreneurs PS doivent déclarer le contenu local et la contribution des PME.

## **7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles**

BPMIGAS coordonne les activités avec le Ministère des finances, le Ministère de la main-d'œuvre et des migrations, le Ministère de l'industrie et plusieurs acteurs de l'industrie.

Cependant, les responsabilités ne sont pas clairement réparties entre BPMIGAS et le Ministère de l'énergie.

## **8 - Mesurer, surveiller et évaluer**

### **Pétrole**

#### Processus de suivi et d'évaluation

BPMIGAS fait le suivi du CL par le biais d'un processus d'examen annuel qui inclut la structure organisationnelle et les processus de recrutement.

Les organismes de réglementation ont élaboré un système en ligne pour faire le suivi des dépenses liés aux rémunérations, des programmes d'éducation et de formation, et des plans de succession.

BPMIGAS contrôle également les résultats des entrepreneurs PS comparés aux objectifs fixés pour l'année, et à ceux des cinq années précédentes.

Bien que les organismes de réglementation ne publient pas de chiffres officiels sur le niveau de CL atteint, le rapport annuel de BPMIGAS pour 2011 a révélé que le CL a augmenté de 18 % entre 2006 et 2011.

## Kazakhstan<sup>8</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'approche du Kazakhstan est très réglementée et semble avoir une charge administrative et réglementaire très lourde ; les avis sur l'impact de l'augmentation des niveaux d'approvisionnement local sont partagés
- L'approche sur l'approvisionnement local risque de devoir changer avec le programme d'adhésion à l'OMC.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- L'industrie pétrolière et gazière compte pour environ un quart du PIB du Kazakhstan et environ les deux tiers du budget de l'État en 2013.  
Priorité accordée au contenu local depuis 2005
- Aucune politique sur le contenu local en vigueur (politique en cours d'élaboration), mais les règles concernant l'approvisionnement en biens, travaux et services applicables aux secteurs pétrolier, gazier et minier ont été conçues en 2007
- Les règles imposent des exigences quant à l'origine des produits et des employés et prévoient des cibles en centile pour le contenu kazakh en termes de biens, de travaux et de services.
- L'agence des contrats du Kazakhstan responsable de l'application de la réglementation dans le secteur pétrolier et gazier a instauré un organisme multipartite, le Conseil d'experts sur le contenu local
- Depuis octobre 2010, tout exploitant du sous-sol a l'obligation de déclarer des informations sur ses futurs approvisionnements ainsi que les résultats de ses appels d'offres dans un registre centralisé en ligne
- L'approche pourrait devoir être modifiée si le pays adhère à l'OMC

### Caractéristiques de l'approche sur l'approvisionnement local

[La loi de 2010 sur les richesses du sous-sol et leur utilisation](#) a apporté des changements significatifs dans l'industrie extractive de minéraux et a accru certaines exigences pour les sociétés opérant dans cet environnement. Parmi les changements inscrits dans cette loi, qui a remplacé celle de 1995, on peut noter une augmentation des exigences en matière d'utilisation par les sociétés extractives de biens, services et main d'œuvre avec un contenu local.

---

<sup>8</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.eisourcebook.org/cms/Kazakhstan%20Law%20of%20Subsoil%20and%20Subsoil%20Use%202010.pdf>

<http://www.hg.org/article.asp?id=25973>

<http://www.spainbusiness.ru/icex/cma/contentTypes/common/records/mostrarDocumento/?doc=4493452>

<http://www.invest.gov.kz/?option=content&section=5&itemid=116>

[http://issuu.com/world.bank.publications/docs/local\\_content\\_policies\\_in\\_the\\_oil\\_and\\_gas\\_sector](http://issuu.com/world.bank.publications/docs/local_content_policies_in_the_oil_and_gas_sector)

<http://www.menas.co.uk/localcontent/home.aspx?country=80&tab=law>

<http://en.trend.az/regions/casia/kazakhstan/2198737.html>



## Le secteur minier et le contexte économique

Le Kazakhstan est un exportateur net de pétrole et de gaz et s'emploie à devenir un fournisseur mondial de services et de biens à forte intensité de connaissances et de valeur ajoutée pour l'industrie extractive mondiale avec un ciblage à moyen terme sur la région de la Caspienne.

Le Kazakhstan est en passe de devenir un acteur mondial majeur dans l'industrie minière, et dispose de ressources très variées : plus 70 métaux et minéraux, dont 25 exploités commercialement. Avec une industrie minière qui représente 27 % de son PIB, le Kazakhstan a des réserves en chromite, zinc, cuivre, or, et manganèse parmi les plus importantes du monde et détient 28% des ressources mondiales d'uranium. Il est actuellement considéré comme un pays à revenu moyen par la Banque mondiale.

### Portée

Le Programme de contenu local (2010-2014), résultant de l'adoption de la législation de 2010, a fixé un objectif de 16 % de contenu local à atteindre pour les biens et de 85 % pour les travaux et services. Les sanctions infligées aux sociétés pour non-conformité peuvent aller de l'amende au retrait des permis par les autorités kazakhes.

### Formalité

L'approche kazakhe se caractérise par une charge administrative importante et un cadre hautement réglementé. Le gouvernement réglemente l'exploitation minière à l'échelle nationale (par le biais du Ministère de l'industrie et des nouvelles technologies, MINT), à un niveau local (grâce aux services production et entrepreneuriat des gouvernements régionaux), et par une participation du gouvernement dans la propriété des projets miniers. Cette dernière comprend la participation du gouvernement dans des fonds souverains, ainsi qu'une participation au capital des sociétés minières nationales.

### Affectation des ressources

L'affectation précise des ressources n'est pas connue. Cependant, le cadre très complet de suivi et d'évaluation, ainsi que l'accroissement récent des efforts en matière d'approvisionnement local témoignent de capacités organisationnelles importantes et de ressources considérables.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Contenu

Les définitions spécifiques comprennent :

Producteur de biens kazakh : les citoyens de la République du Kazakhstan et (ou) les entités juridiques de la République du Kazakhstan qui produisent des biens d'origine kazakhe.

Producteur de travaux et prestataire de service kazakh : les citoyens de la République du Kazakhstan et (ou) les entités juridiques établies conformément aux lois de la République du Kazakhstan, situé sur le territoire de la République du Kazakhstan, et dont au moins 95% de ses employés sont Kazakhs.

Biens d'origine kazakhe : biens pour lesquels un certificat d'origine a été délivré pour leur circulation sur le territoire, qui atteste qu'ils sont originaires du territoire de la République du Kazakhstan

Contenu local dans les travaux (services) : la part cumulée totale en valeur dans le prix du contrat (somme payée au producteur de travaux ou prestataire de services pour effectuer ses travaux ou délivrer ses services), du contenu local des biens utilisés pour effectuer les travaux et (ou) de la rémunération des salariés qui sont citoyens de la République du Kazakhstan.

Contenu local dans le personnel : le pourcentage de personnel kazakh par rapport à l'effectif total du personnel prenant part à l'exécution du contrat, pour chaque catégorie de travailleurs et d'employés.

### 3 - Identification des opportunités

L'Agence des contrats du Kazakhstan catégorise les opportunités de trois façons : biens, travaux et services. Les cibles pour les travaux et services étaient les plus élevées en 2014 (85%) alors que les biens étaient les plus basses (16%). Il est difficile de savoir si cet objectif se base sur une évaluation des opportunités.

### 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

Selon l'Agence nationale pour le développement du contenu local, l'objectif du programme kazakh CL est de rendre « des service de soutien aux producteurs nationaux de biens, travaux et services ». Cependant, il n'a pas été possible d'obtenir plus d'informations.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

Les législations/ politiques/ lois applicables incluent :

- Loi pétrolière et gazière La loi de 2005 sur les accords de partage de production pour la réalisation des opérations pétrolières offshore a exigé que KMH détienne au moins 50 % des parts de la nouvelle PSA et a fixé exigences spécifiques pour garantir l'achat de biens et services locaux.
- Réglementation CL : Les règles de 2007 pour l'approvisionnement de biens, travaux et services (BTS) ont rend le contenu local obligatoire, décrit une procédure de suivi et une procédure de quantification et élaboré une définition claire du contenu local.
- Loi minière : Loi sur le sous-sol et l'utilisation du sous-sol, 24 juin 2010
- Depuis Octobre 2010, tous les utilisateurs du sous-sol doivent non seulement s'approvisionner conformément aux règles d'approvisionnement, mais ils doivent également télécharger, sur le registre en ligne des BTS utilisés dans les opérations du sous-sol, toutes les informations sur les achats à venir (annonces publicitaires, documents d'appel d'offres), les résultats des appels d'offres lancés et les arrêtés sur le choix d'un entrepreneur.

### Processus

- Chaque utilisateur du sous-sol (pétrole et gaz et mines) doit garantir un CL spécifié dans l'achat de ses biens, travaux et services et, et dans son personnel. Les obligations de CL doivent être spécifiés pour chaque :
  - Soumission par l'État pour un droit d'utilisation du sous-sol.
  - Demande de soumission pour l'obtention d'un droit d'utilisation du sous-sol et
  - Contrat d'utilisation du sous-sol
- Puisque les exigences de contenu local ne sont pas autorisées en vertu de l'accord sur les mesures d'investissement liées au commerce, il est probable qu'elles seront modifiées ou même supprimées dans le cadre de l'adhésion du Kazakhstan à l'OMC.
- La Résolution 1139 (nov 07) sur les règles d'approvisionnement local pour les utilisateurs du sous-sol fixe les modalités pour l'approvisionnement de BTS avec CL
  - Appels d'offres ouverts avec un délai d'au moins 30 jours
  - Liste de soumissionnaires restreinte basée sur une demande de proposition
  - Un système d'achat en ligne géré par l'ACK
- Les critères d'évaluation des offres prévoient l'inclusion d'un prix majoré de 20% pour les catégories de fournisseurs suivantes :

- Les fournisseurs de biens qui possèdent un certificat CT- KZ (confirmation que les marchandises ont été produites au Kazakhstan, que leur producteur est un ressortissant kazakh)
- Des fournisseurs de travaux et de services dont plus de 95% de leurs employés sont kazakh

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local au Kazakhstan.

Cependant, les utilisateurs et sous-traitants du sous-sol sont tenus de publier, dans le registre de l'ACK, leur calendrier d'approvisionnement pour toutes les demandes de BTS prévues et à venir, ainsi que les attributions antérieures.

En ce qui concerne l'emploi, la résolution No. 1018 du gouvernement de la République du Kazakhstan du 4 octobre 2010 stipule que les entreprises doivent rendre compte de « l'exécution des obligations sur le volume des dépenses destinées à la formation, au développement professionnel et à la reconversion des travailleurs citoyens de la République du Kazakhstan qui prennent part à l'exécution du contrat, ou la formation des citoyens de la République du Kazakhstan selon la liste de spécialités en coordination avec l'autorité compétente » .

En date du 16 janvier 2013, 2012 rapports sur les obligations liées à la formation, la formation professionnelle et la reconversion des travailleurs ressortissants de la République du Kazakhstan ont été soumis par les entreprises utilisatrices du sous-sol sous 297 contrats.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Les organismes compétents sur la question comprennent :

### Pétrole et gaz :

- Le Ministère du pétrole et du gaz (MPG) : conçoit la politique pour le secteur pétrolier et gazier
- L'agence de contrat du Kazakhstan (ACK)
- Conseil d'experts sur le contenu local, mis en place par l'ACK et le MGP en 2010
  - Géré par le MPG, agrège toutes les principales parties prenantes du secteur pétrolier et gazier et participe à l'évaluation des principaux projets de CL, du développement de programmes de travail dans certaines régions, et garantit la protection des fournisseurs nationaux.

### Mines

- Le Ministère de l'industrie et des nouvelles technologies : conçoit la politique pour l'exploitation minière

### Responsabilités et rôles dans la mise en œuvre

Une agence spécialisée, l'Agence nationale pour le développement du contenu local (ANDCL), a été créée avec pour seul objectif le développement du contenu local. Les données sont analysées pour savoir ce qui est acheté, que sont les volumes, et où se trouve potentiel de croissance ou les opportunités de pénétrer de nouveaux marchés. L'agence a elle aussi été créée dans le cadre de la loi de 2010 sur les richesses du sous-sol.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

Structure de suivi : L'agence de contrat du Kazakhstan (ACK)

- Promeut le CL par l'engagement des producteurs de BTS du Kazakhstan dans le secteur d'approvisionnement de l'industrie pétrolière et gazière.
- gère, documente et analyse les opérations de CL dans les achats des utilisateurs du sous-sol et met à jour le registre unifié des producteurs nationaux et des investisseurs étrangers (registre ACK)
  - Le registre ACK a été créé pour garantir une communication complète et transparente dans le processus d'approvisionnement
  - Les utilisateurs du sous-sol sont tenus d'enregistrer toutes les informations et documents relatifs à l'approvisionnement dans le système d'acceptation de rapport des utilisateurs de sous-sol (SARUS) pour chaque appel d'offre (MGP 2012)
  - Les responsabilités du SARUS :
    - Planifier le processus d'approvisionnement
    - Gérer le registre des obligations de CL et le plan d'approvisionnement en BTS
    - via le SARUS, les sociétés peuvent télécharger toutes les informations nécessaires, du premier appel d'offre pour des BTS, aux spécifications des BTS, et jusqu'à l'attribution du contrat et les informations téléchargées sont authentifiées par des signatures numériques électroniques (SNE).
    - Les utilisateurs et sous-traitants du sous-sol sont tenus de publier, dans le registre ACK, leur calendrier d'approvisionnement pour toutes les demandes de BTS prévues et à venir, ainsi que les attributions antérieures.
    - L'ACK a annoncé qu'en 2011, 99% des utilisateurs du sous-sol avait effectué les procédures de déclaration en utilisant le nouveau système, contre 50% en 2008. Les investissements dans l'AL en 2011 s'élevaient à environ 8,3 milliards de dollars, comparé à 4,7 milliards de dollars en 2010 et 2 milliards de dollars en 2005
  - Les utilisateurs du sous-sol sont tenus de déposer un rapport trimestriel de suivi du contenu kazakh et un plan annuel d'approvisionnement dans le registre de l'ACK. En 2011, 98% des utilisateurs du sous-sol ont déclaré leur plan d'approvisionnement en utilisant le nouveau système contre 45% en 2008.
- Aider les fabricants à satisfaire aux normes et exigences de l'industrie

### Objectifs de contenu local et niveaux atteints en 2011

Contenu kazakh en:	% atteint en 2011	Objectifs en \$ pour 2014
Biens	12,2	16
Travaux	58,0	85
Services	69,1	85

Basé sur des données de Yerkebulanov 2012; Décret du 9/12/2010

### Résultats de l'évaluation de l'impact :

- C'est dans les activités de développement que la part des produits locaux achetés dans les opérations offshore était la plus élevée (par rapport aux activités d'exploration et d'exploitation)
- Cela comprenait des achats de fondation-construction (83%), système de parcs de réservoirs (71%) et achats liés à la construction de plateformes fixes offshore.

**Contenu kazakh par groupe de produits et fournisseurs locaux, 2011 :**

	Dépenses d'approvisionnement (en millions de dollars)		% des dépenses totales	CK moyen (%)	Producteurs kazakhs
	Total	Kazakh			
Éléments tubulaires	270,2	68,6	19,7	21,2	LLP KSP Steel
Matériel de forage	88,2	13,6	6,4	2,2	Almaty Heavy Engineering Plant, Petropavlovsk Heavy Engineering Plant, Aktau Oil Electronic Company (ANEK)
Produits chimiques	87,6	17,6	6,4	11,6	RauanNalco, Almatyneftekhim-A, Global Chemical Company
Pompes et produits connexes	63,1	21	4,6	24,4	Aktyubinsk Oil Equipment Plant, Munaimash, ANEK, Caspian Machine-Building Complex
Équipement de tête de puits, vannes	50,2	4,1	3,7	4	Kazneftegazmash, Munaimash, Ust-Kamernogorsk Valve Plant
Fils et câbles	44,1	2	3,2	4,1	Kazelektromash, Kazenergokabel, Tola-story SK, AktauEnergoKabel
Pétrole, huile et lubrifiants	42,1	27,2	3,1	44	Distributeurs kazakhs
Tiges de pompage	36,7	17	2,7	17	AZNO, Munaimash
Vêtements de travail	25,8	6,8	1,9	15	Zhanarys, KazSPO-N LLP, Symbat LLP
Séparateurs, réservoirs	21	3,4	1,5	12,6	West Kazakhstan Machine-Building Company, JV Byelkamit, Buran Boller
Transformateurs	8,8	3,4	0,6	28,8	Kentau Transformer Plant, Alageum Electric
Autres biens	634,8	67,2	46,3	8,2	
<b>Total</b>	<b>1372,7</b>	<b>251,2</b>	<b>100</b>	<b>13,2</b>	

Basé sur les données de l'ACK, 2012

Les chiffres doivent être pris avec précaution parce que les entreprises estiment très rarement le contenu local pour les projets en cours dont le niveau est inférieur à 60%. Pourtant, une estimation indépendante situe le chiffre de la moyenne nationale à un niveau plus proche des 30%. De plus, le gouvernement rejette une grande partie des chiffres sur le contenu local fournis par les CPI, au prétexte que les biens importés localement sont souvent inclus à tort dans le contenu local. De plus, les producteurs kazakhs reçoivent des contrats de l'État s'élevant à environ 30 milliards de dollars chaque année qui vont au développement du contenu national.

**Contenu kazakh (CK) en Biens, Travaux et Services : 2010/11**

	2010		2011	
	Total des dépenses (KZT milliards)	% CK	Total des dépenses (KZT milliards)	% CK
Biens	354	10,3	352	12,2
Travaux	405	50,0	889	58,0
Services	746	60,6	967	69,1

Basé sur les données du MPG, 2012

## Madagascar<sup>9</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'expérience malgache montre l'exemple d'un État fragile où, dans les obligations de contenu des accords miniers individuels, les efforts d'approvisionnement local sont principalement fournis par les sociétés minières qui mettent l'accent sur le partage de l'information et la certification et le développement des fournisseurs.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Le secteur minier et le contexte économique

Madagascar possède d'importants gisements de nickel, titane, cobalt, fer, charbon et d'uranium, ainsi que des gisements potentiels d'hydrocarbures. Ces dépôts ont encouragé les entreprises étrangères comme le géant Rio Tinto à investir dans le pays il y a déjà plusieurs années de cela. Rio Tinto détient 80% de la mine de limonite à la pointe sud de l'île, et Sherritt International détient 40% de la mine de nickel Ambatovy. Le pays est actuellement considéré comme un pays à revenu faible et un État fragile.

### Portée

L'accent semble être mis sur le soutien au «local local», au niveau des communautés, et sur l'information et le développement des fournisseurs.

### Formalité

Il n'y a pas de processus formel d'approvisionnement local au niveau des lois et règlements. Les accords d'approvisionnement local semblent être faits uniquement par des sociétés privés.

### Affectation des ressources

Bien que le niveau exact d'affectation des ressources soit inconnu, il semble être faible à Madagascar.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Contenu

A Madagascar, seule la participation est incluse et la propriété est implicite.

## 3 - Identification des opportunités

Il semble que les possibilités soient identifiées sur la base des besoins propres des mines.

---

<sup>9</sup> Sources d'informations possibles pour cette section  
<http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204684.htm>

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Interactions mine-fournisseurs et environnement économique général

#### Initiative AMBATOVOY entreprises locales de la société Sherritt International

L'approvisionnement local faisait partie de leur plan d'investissement :

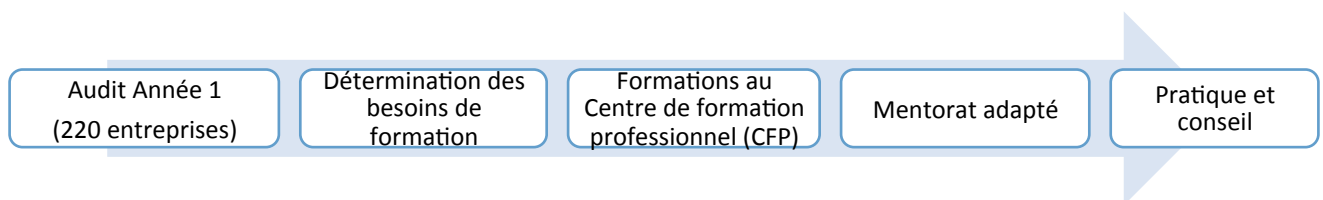
- Projet comprenant une équipe de 8 personnes
- Toutes les parties prenantes sont impliquées dans le projet (gouvernement, Chambre de commerce, ONG) qui se base sur les besoins identifiés des mines
- Une base de données des fournisseurs potentiels d'Ambatovy a été élaborée. Un logiciel nommé TAFITA a été développé pour gérer les informations provenant des entreprises partenaires d'Ambatovy.
- Il y a actuellement 3 283 sociétés enregistrées dans TAFITA parmi lesquelles 2 587 sont des entreprises nationales et 691 des entreprises internationales (21%). Parmi les 3 356 entreprises enregistrées, 512 fournisseurs ont obtenu un contrat.
- Un programme d'audit et de certification des fournisseurs a également été mis au point.

Après avoir identifié les entrepreneurs qui pourraient répondre à ses besoins et exigences, Ambatovy procède à la vérification de ces sociétés. Ces audits permettent à Ambatovy de mieux comprendre les entreprises, d'identifier leurs forces et leurs faiblesses et de déterminer les formations nécessaires pour améliorer leurs compétences. A la fin du mois de décembre 2012, 224 audits avaient été effectués. Les contrôleurs de SCM-ALBI ont été formés au Système de Gestion Qualité (« Quality Management System - QMS ») par la société SGS et trois d'entre eux ont obtenu la certification d'auditeur international.

- Les audits ont porté sur les informations générales, la qualité et le SSE
- Plus de 290 entreprises ont été auditées ; 500 autres devraient faire l'objet d'audits d'ici la fin de l'année 2013
- Un Certificat d'excellence est délivré aux entreprises qui ont réussi l'audit à plus de 80%

Le Centre de Formation Professionnel (CFP) : Le processus de mise en œuvre du CFP a commencé en février 2012. La rénovation du Centre de formation professionnelle a été achevée en avril 2012. Les premiers cours au Centre de formation professionnelle ont eu lieu le 4 juillet 2012. Depuis l'ouverture du CFP, 162 formations sur les 223 ciblées ont été dispensées (69%) à 708 personnes provenant de 71 entreprises.

Toutes les entreprises (qu'elles travaillent ou non pour Ambatovy), les étudiants universitaires et techniciens qui envisagent de démarrer leur entreprise peuvent suivre des cours au CFP. Les formations se déroulent sur deux ou trois jours selon les modules.



En plus de la formation dispensée au CFP, les formateurs passent une journée de « mentorat » dans des sociétés constituées afin de s'assurer que les participants mettent en pratique la formation reçue. A la fin du mois de décembre 2012, 140 mentorats avaient été mis en place. Seules les entreprises travaillant avec Ambatovy reçoivent ce service de suivi et de mentorat.



## **Exemple de travaux connexes**

Ambatovy travaille également avec deux petits ateliers de couture à Toamasina.

Les deux entreprises ont créé plus de 40 emplois permanents. De janvier 2012 à décembre 2012, 12 583 uniformes ont été livrés par les deux ateliers de couture. Ils peuvent produire 1 200 uniformes / mois.

## **5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation**

### **Contenu**

Code minier -le Décret N ° 2006-910 ne fait aucune référence au contenu local.

## **6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières**

Il semblerait qu'il y ait des dispositions concernant des plans d'approvisionnement local dans certains accords miniers individuels.

## **7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles**

### **Responsabilités et rôles dans la mise en œuvre**

Sherritt à Madagascar intervient principalement / a dirigé des programmes spécifiques dans le cadre des efforts d'approvisionnement local du secteur minier.

## **8 - Mesurer, surveiller et évaluer**

### **Objet du suivi et de l'évaluation**

Au niveau de la société minière, les tentatives pour mesurer l'impact sur l'emploi se limitent généralement à l'impact indirect du premier cycle. Les sociétés minières qui ont des programmes actifs d'approvisionnement local ou de développement des fournisseurs locaux (par exemple, le projet Ambatovy à Madagascar) collectent généralement des informations sur le nombre d'emplois créés par leurs fournisseurs locaux ou d'emplois créés par des contrats spécifiques .

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'industrie minière compte pour 89% des exportations de la Mongolie et pour plus de 20% du PIB du pays. Les principales réserves exploitées en Mongolie sont le charbon, le cuivre et l'or.
- Priorité accordée à l'approvisionnement local dans le secteur minier depuis l'adoption de la Loi minière de 2006
- Les exigences contenues dans le projet de loi minière de 2013 sont considérées comme étant irréalistes, par ex. les détenteurs de permis miniers sont tenus de sous-traiter 60 % de leurs activités à des entreprises locales
- Chaque année, depuis 2009, le gouvernement signe un protocole d'accord avec un réseau d'observateurs locaux de la société civile chargés de participer au contrôle des approvisionnements

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Caractéristiques de l'approche sur l'approvisionnement local

La Mongolie n'a pas de politique de contenu local, mais il est mentionné dans le projet de loi minérale (obligation d'approvisionnement au niveau national) et dans la nouvelle loi sur l'investissement étranger.

L'Article 72 : Obligation d'avoir certaines activités réalisées par les sociétés nationales :

- *72,1 Un titulaire de permis d'exploitation sera obligé d'avoir recours à des sociétés nationales pour sous-traiter et exécuter plus de 60% de ses opérations principales et secondaires d'exploration, d'extraction et de traitement.*
- *72,2 Les sociétés financées par un investissement étranger tel que spécifié dans la loi sur l'investissement étranger de Mongolie ne sont pas considérées comme des entreprises nationales comme spécifié dans la section 72,2 de cette loi.*
- *72,3 De le cas où le titulaire du permis ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations énoncées dans l'article 72,1 de cette loi en raison de l'insuffisance des entreprises ou d'une incapacité des entreprises à répondre aux exigences pour mener à bien le travail, et si ces raisons sont dument prouvées, le titulaire de permis peut être dispensé totalement ou partiellement de l'obligation après décision de l'autorité compétente.*

Le projet de loi minérale n'a pas été bien reçu car les exigences sont considérées comme irréalistes.

---

<sup>10</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.musavirlikler.gov.tr/upload/MOG/Yasalar/mineral%20law%202006.pdf>

<http://www.president.mn/mongolian/sites/default/files/Draft%20Minerals%20Law%20as%20of%205%20Decemb er%202012%20ENG.pdf>

[http://ot.mn/sites/default/files/reports/Progress\\_Report\\_on\\_Key\\_Areas\\_of\\_Interest\\_Apr2013\\_EN.pdf](http://ot.mn/sites/default/files/reports/Progress_Report_on_Key_Areas_of_Interest_Apr2013_EN.pdf)

[http://goxi.org/profiles/blog/show?id=5786733%3ABlogPost%3A35028&commentId=5786733%3AComment%3A35043&xg\\_source=activity](http://goxi.org/profiles/blog/show?id=5786733%3ABlogPost%3A35028&commentId=5786733%3AComment%3A35043&xg_source=activity)

<http://en.mongolianminingjournal.com/content/18969.shtml>

## **Le secteur minier et le contexte économique**

Le PIB de la Mongolie en 2012 était 10,27 milliards de dollars US, ce qui en fait un pays à revenu moyen. La Mongolie a un indice de contribution du secteur minier de 93,3 (sur une échelle de points de 0 à 100), ce qui souligne le rôle économique important du secteur minier. Ce score est calculé en tenant compte de la part des produits miniers dans les exportations, de l'évolution de cette part des produits miniers dans les exportations et de la valeur de la production minière en termes de pourcentage du PIB.

### **Portée**

L'approvisionnement local est actuellement d'une portée limitée. Une certaine attention est portée à l'approvisionnement local et au développement des fournisseurs, en particulier grâce au soutien des sociétés internationales, mais elle n'est pas solide.

### **Formalité**

Il n'existe aucune politique officielle régissant l'approvisionnement local. La nouvelle loi sur l'investissement étranger stratégique et le projet de loi minière pourraient formaliser le processus de l'approvisionnement local à l'avenir.

### **Affectation des ressources**

L'affectation des ressources n'est actuellement pas connue.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

### **Contenu**

De nombreux pays définissent la notion de « local » en fonction de ces éléments : la situation géographique, la participation et le contenu local ou la valeur ajoutée. Dans le projet de loi minière de Mongolie, ces trois éléments sont inclus. Actuellement, la position géographique est définie au niveau national, la notion de propriété s'applique également à l'emploi, et le contenu local renvoie à la fois aux biens et aux services.

## **3 - Identification des opportunités**

Le Fonds d'opportunités Mongole (voir ci-dessous) est consacré au secteur des ressources non-naturelles, et il soutient les entreprises dans la chaîne d'approvisionnement de l'exploitation minière, à la fois dans le secteur des services et les secteurs de la production, de la transformation alimentaire et de l'approvisionnement en nourriture, ainsi que le développement des infrastructures à petite échelle.

## **4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs**

### **Environnement économique général**

La participation de la BERD à hauteur de 10 millions de dollars au capital du Fonds d'opportunités mongoles vise à accroître la disponibilité de capitaux propres pour les PME de Mongolie.

## **5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation**

### **Contenu**

Les législations/ politiques/ lois applicables incluent :

- Loi minière - 2006
- Projet de loi minière - décembre 2012
- Nouvelle loi sur l'investissement étranger dans les secteurs stratégiques - 2012

## Projet de loi minérale - 2013 (la précédente date de 2006)

Obligation en matière d'approvisionnement national :

*Conformément à l'Article 72.1, un titulaire de permis d'exploitation est tenu d'avoir recours à des sociétés nationales pour sous-traiter et exécuter plus de 60% de ses opérations principales et secondaires d'exploration, d'extraction et de traitement. Cela va plus loin que la loi sur la réglementation des investissements étrangers dans les entités opérant dans les secteurs stratégiques, et donne un traitement prioritaire aux entités nationales de Mongolie pour la fourniture de biens, travaux et services.*

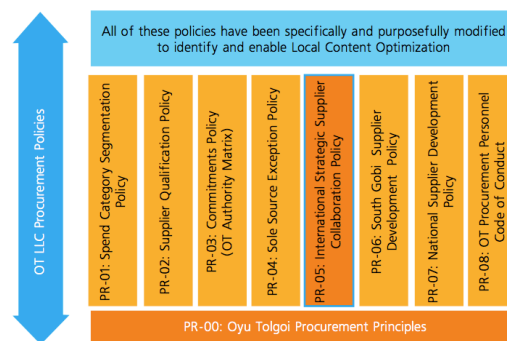
## Nouvelle loi sur l'investissement étranger stratégique - 2012

L'article 3.8 de la loi IES indique que le gouvernement établit les règlements donnant la préférence à des entités commerciales nationales immatriculées en Mongolie pour l'approvisionnement de tous les biens et services dans les secteurs stratégiques. Cette disposition semble avoir une application au-delà des transactions impliquant des investissements étrangers, puisqu'elle s'applique à tous les BES<sup>11</sup>, qu'ils aient fait l'objet d'un investissement étranger ou non.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

Oyu Tolgoi (OT) est un projet de développement minier pour l'extraction de cuivre et d'or appartenant à Rio Tinto. Ils ont développé une Politique stratégique de collaboration avec les fournisseur de contenu local qui met en place un programme dans lequel les plus gros fournisseurs internationaux existants sont spécifiquement ciblés pour qu'ils s'engagent ensemble à l'optimisation du contenu local. OT ciblera d'abord ses 10 premiers fournisseurs pour les marchés passés après le 1<sup>er</sup> décembre 2011 afin qu'ils développent un contenu local.

Cette politique se fonde sur les principes d'approvisionnement de Rio Tinto et est propre au service Achats de Rio Tinto.



Les gros fournisseurs internationaux existants seront activement invités à conclure des protocoles d'accord avec OT pour renforcer l'optimisation du contenu local et identifier les opportunités pour les entreprises locales qui pourraient contribuer et participer à l'engagement de OT sur l'accord d'investissement.

Les obligations, notamment les cibles et seuils spécifiques, seront consignées dans des protocoles d'accord consacrés à l'optimisation du contenu local avec chacun des 10 premiers fournisseurs internationaux identifiés, et les fournisseurs seront identifiés sur la base des dépenses de OT. Cela sera revu chaque année. Ces cibles comprennent, mais ne sont pas limitées à :

- Des engagements en matière de formation

<sup>11</sup> De par la loi IES, un BES<sup>11</sup> est toute entreprise mongole dans un des trois secteurs stratégiques – minier, financier et bancaire, et des média et télécommunications

- Des contrats d'apprentissage
- Des bourses d'études
- Des programmes de mentorat pour les entreprises locales
- L'emploi de citoyens mongols
- Des engagements de sous-traitance
- Des investissements en capital en Mongolie
- Des opportunités de transfert de technologie
- Des coentreprises (joint ventures)
- Des contrats d'agence

#### Évaluation de l'impact

- De 2010 à 2012, OT a dépensé 1,1 milliards de dollars US en biens et de services auprès d'entreprises mongoles, définies par la loi mongole comme étant les entreprises détenues au niveau local à au moins 50%.
- En 2012, 67 pour cent (1131 sur 1699) du nombre total de ses fournisseurs étaient mongols.
- En 2012, 34 pour cent des dépenses d'approvisionnement de OT ont été réalisées auprès de fournisseurs mongols. Leur but était de faire passer ce montant à 45 pour cent en 2013.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

L'Autorité des ressources minérales de Mongolie (ARMM) est une agence gouvernementale de Mongolie chargée de l'industrie minière et minérale en Mongolie.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

Chaque année, depuis 2009, le gouvernement signe un protocole d'accord avec un réseau d'observateurs locaux de la société civile (OSC) sur le suivi des approvisionnements. Le protocole permet aux OSC de se joindre aux comités d'évaluation des offres en qualité d'observateurs. Selon le responsable du service de gestion, *les comités d'évaluation des offres sont devenus plus responsables avec l'arrivée des observateurs de l'OSC*. Il estime que *la qualité des offres adjudgées s'est améliorée et cela a permis une meilleure prestation de service pour nos citoyens*. Cependant, il y a eu étonnamment peu de discussions sur la façon dont les OSC pourraient surveiller davantage de questions relatives à l'exploitation minière. Jusqu'à présent, le suivi des OSC en ce qui concerne les activités minières cible principalement l'impact environnemental.

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- A ce jour, l'approche du Mozambique se fait principalement par le biais de contrats et programmes individuels.
- L'approche a également recours à des partenariats entre les sociétés minières et les organismes de soutien local, ce qui a permis des lancements plus efficaces.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Priorité accordée à l'approvisionnement local dans le secteur pétrolier et gazier depuis 2001
- Aucune définition claire et générale du contenu local
- Aucune politique relative au contenu local n'existe actuellement, mais des lois sur le pétrole de 2001 et 2013 contiennent des dispositions sur le contenu local
- La plupart des exigences liées au contenu local figurent au niveau des contrats individuels
- Au sein de la chaîne d'approvisionnement du secteur minier, le programme Mozlink vise à créer des opportunités commerciales pour les PME mozambicaines
- Divers programmes relatifs à l'accès aux opportunités et au développement des fournisseurs du secteur minier ont été récemment mis en place dans les localités minières, notamment à Tete et à Moatize

### Le secteur minier et le contexte économique

Le Mozambique est encore considéré comme un pays à revenu faible et un État fragile, son PIB était de 23,9 milliards de dollars US en 2013. En 2011, l'industrie minière a contribué à hauteur de 1,5% au PIB du Mozambique. Depuis les premières élections qui se sont tenues en 1994, l'économie du Mozambique a connu une croissance rapide. Les industries extractives ont largement contribué à l'économie, et les recettes publiques sous forme de taxes et autres revenus de concessions ont été substantiels. De 2009 à 2010 les recettes publiques provenant des industries extractives ont augmenté de 4 millions de dollars (passant de 40 millions à 44 millions de dollars).

### Portée

Le programme du Mozambique a notamment mis l'accent sur l'accroissement de l'approvisionnement auprès de sociétés locales avec une attention toute particulière portée à l'accès aux opportunités et au

<sup>12</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.eisourcebook.org/cms/files/attachments/other/Mozambique%20Petrol%20Law,%202001.pdf>

<http://www.eisourcebook.org/cms/Mozambique%20Petroleum%20Regulations.pdf>

<http://www.speed-programme.com/wp-content/uploads/2013/06/2013-SPEED-17-COMMENTS-MOZAMBIQUE-DRAFT-MINING-TAX-LAW-Executive-Summary.pdf>

<http://www.eisourcebook.org/cms/Mozambique%20Mining%20Law.pdf>

<http://www.eisourcebook.org/cms/Mozambique%20Mining%20Law%20Regulations.pdf>

<http://www.speed-programme.com/our-work/by-topic/assessing-policy-options-for-local-content-in-mozambique>

<http://www.speed-programme.com/wp-content/uploads/2013/08/2013-SPEED-Report-024-Policy-Options-for-Strengthening-Local-Content-in-Mozambique-EN-Final-Draft.pdf>

développement des fournisseurs. Les options politiques sont à l'étude, ce qui pourrait soutenir les initiatives existantes menées par des banques de développement internationales et des organisations non gouvernementales.

#### **Formalité**

Le degré de formalité est faible. Il n'y a à l'heure actuelle pas de politique générale en matière d'approvisionnement local. Les processus d'approvisionnement local sont généralement stipulés dans les contrats individuels.

#### **Affectation des ressources**

Il y a des ressources importantes consacrées aux programmes de développement des fournisseurs/PME. Les ressources affectées à la conception et la mise en œuvre des politiques pourraient augmenter à l'avenir.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

#### **Contenu**

Il n'y a pas de définition claire et uniforme de l'approvisionnement local au Mozambique. **Article 1 (r)** de la loi d'investissement définit « locale, » ou « mozambicaine, » en tant que société mozambicaine comme toute société ou institution constituée et immatriculée en vertu des lois mozambicaines, avec un siège social dans la République du Mozambique et dans laquelle la part de capital social appartenant à des citoyens mozambicains ou des sociétés ou institutions mozambicaines publiques ou privées s'élève à au moins 50%.

## **3 - Identification des opportunités**

Des opportunités ont été identifiées dans les industries du charbon, du gaz naturel et de l'exploitation minière (différents fournisseurs) ainsi que parmi les agriculteurs et les sociétés de restauration.

## **4 -Rendre les fournisseurs locaux compétitifs**

#### **Environnement économique général et interaction mine-fournisseur**

##### Sociétés minières

L'exploitation minière à grande échelle est quelque chose de relativement nouveau au Mozambique, et les zones minières sont généralement loin de Maputo, la région commerciale principale. Les fournisseurs potentiels ne connaissent donc pas bien les processus d'appel d'offres des sociétés minières, qui nécessitent souvent des soumissions complexes de devis ou de propositions de prix en ligne ou par courriel.

Les sociétés minières telles que Rio Tinto et VALE ont donc identifié les domaines suivants à soutenir en priorité: l'accès aux informations sur les appels d'offres, savoir comment présenter une soumission conforme, l'accès à un ordinateur pour présenter les soumissions, ainsi que faire le diagnostic des fournisseurs et renforcer les capacités.

Le Centre d'affaires de Tete de Rio Tinto a été créé en 2012, et met l'accent sur les procédures d'approvisionnement et le développement d'entreprises au niveau local. Ses quatre domaines d'activités principaux sont:

- La diffusion des informations sur les opportunités, les options de financement, les processus de pré-qualification, les exigences en matière de SSE, les principes d'approvisionnement et des appels d'offres
- Le diagnostic d'entreprise et la présélection, y compris l'appel à des spécialistes extérieurs pour évaluer les entreprises locales sur la qualité, les performances en matière de SSE, et la gestion
- Des formations et un encadrement pour la soumission d'appels d'offres et les bonnes pratiques commerciales

- La mise à dispositions de locaux

Le programme de développement des fournisseurs de VALE est actif dans les zones de Tete, Beira et Nacala affectées par l'industrie minière. Le programme a été lancé en collaboration avec le CPI (Centro de Promocao de Investimentos), qui fournit des services de diagnostic et des formations sur mesure aux entreprises ainsi qu'un encadrement professionnel.

#### Agences de développement

- Rio Tinto et AgDevCo, en tant que membres d'un groupe multipartite, travaillent également sur un programme de développement de fournisseurs directs pour renforcer l'approvisionnement local en produits agricoles pour la consommation de Rio Tinto dans la province de Tete. AgDevCo s'occupera d'aider les sociétés de restauration à s'approvisionner auprès de fournisseurs locaux, de fournir de l'aide financière et technique, de gérer les projets, et de garantir aux sociétés minières et à leurs principaux sous-traitants la fiabilité de l'approvisionnement.
- PACDE- c'est un programme financé par la Banque mondiale et l'Irlande, qui comprend des mécanismes de subvention des petites entreprises (Small Enterprise Subsidy Mechanism - MESE). Il dispose d'un budget quinquennal de 4,5 millions de dollars et cible les PME, microentreprises et associations professionnelles. Il y a une composante de financement structurée autour du bassin charbonnier de Moatize pour les PME axées sur l'industrie minière du charbon dont l'objectif est d'optimiser les achats en biens locaux par les sociétés minières.
- Le programme Mozlink a commencé en 2003 sous l'impulsion de Mozal et de l'IFC. Mozlink II a été lancé en 2007 après la réussite générale de Mozlink, encouragé par quatre sociétés du Mozambique - Mozl, Sasol, Cervejas de Mocambique (CDM) et Coca-Cola - pour collaborer avec l'IFC et concevoir un plan de développement et de mise en relation sur 3 ans pour les PME. Mozlink II s'appuie sur l'expérience Mozlink pour créer des opportunités commerciales pour les PME locales du Mozambique en finançant des projets industriels à long terme et nécessitant beaucoup de capital dans le secteur minier, le secteur du gaz naturel et d'autres. Ce programme a débuté avec l'engagement et le soutien de l'autorité de promotion de l'investissement qui, à l'époque, soutenait l'accès aux marchés et a fait pression sur les grandes sociétés pour qu'elles se conforment au programme et acceptent d'y participer. Le coût moyen du programme sur trois ans s'est élevé à 700 000 \$US, auquel les quatre sociétés ont participé à hauteur de 25% chacune. Mozlink II a formé entre 80 et 100 PME.

## 5 - Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu pétrolier

- [Loi pétrolière du Mozambique, 2001](#)
- Réglementations sur les opérations pétrolières, 2004
- Projet de loi sur le pétrole de 2013
- Projet de loi sur les taxes pétrolières et gazières 2013

### Contenu minier

- [Loi minière du Mozambique, 2002](#)
- Réglementations de la loi minières, Décret no 28/2003
- Projet de loi minière de 2013

### Rôles

The Confederação das Associações Economicas de Moçambique (CTA) a demandé l'aide de la SPEED pour procéder à une évaluation des options politiques pour renforcer le cadre sous-tendant le contenu local au Mozambique, dans l'optique d'informer le gouvernement et le secteur privé sur les choix



politiques et leurs avantages et inconvénients respectifs puisque le Mozambique façonne actuellement son approche afin de soutenir le contenu local.

### Processus/ calendrier

- A l'heure actuelle, la plupart des exigences en matière de contenu local sont incorporés à des contrats individuels pour l'exploration, l'extraction et la production de minéraux, pétrole et gaz. L'ancien régime des lois pétrolières et minières, actuellement en cours de révision, ne contient pas d'exigence important en matière de contenu local. Cependant, il y a, dans ce régime, des dispositions qui se rapportent au contenu local. La loi sur le pétrole de 2001 - Article 9 Section 2 stipule que les Mozambicains ont un droit préférentiel dans l'attribution des blocs pétroliers.
- L'article 17 section (g) indique que les entreprises doivent donner la préférence aux produits et services mozambicains s'ils sont compétitifs en termes de prix et comparable en termes de qualité et d'approvisionnement.
- Le projet de loi sur le pétrole de 2013- Article 20 (4) prévoit la même préférence pour les entreprises mozambicaines avec une marge préférentielle de 10% à qualité, délai de livraison, et quantité disponible égal.
- Le projet de loi sur les taxes pétrolières et gazières de 2013 prévoit une exonération des droits de douane et de TVA de cinq ans sur les importations de biens relatifs à l'exploration et l'exploitation minière uniquement lorsque les biens ne sont pas disponibles au niveau local (article 41 (1-3)).
- Le projet de loi minière de 2013 exige qu'un pourcentage des revenus générés par l'exploitation minière soit alloué au développement des communautés locales et acheminé par le budget de l'État (article 51).
- Toutes les entreprises souhaitant fournir des services aux sociétés minières étrangères doivent s'associer à une entreprise mozambicaine (article 53 (2)). La préférence doit être donnée aux entreprises locales lorsque la qualité des matériaux, le délai de livraison et la quantité disponible sont similaires et que le prix, taxes comprises, n'excède pas 10% supplémentaires par rapport à la marchandise importée (article 53 (4))
- Le projet de loi sur les taxes minières prévoit une exonération des droits de douane et de TVA de cinq ans sur les importations de biens relatifs à l'exploration et l'exploitation minière uniquement lorsque les biens ne sont pas disponibles au niveau local (article 60 (1-3)). Cette disposition vise à encourager l'approvisionnement au niveau local quand les biens sont disponibles.
- Les contrats miniers individuels doivent inclure (i) une stratégie d'emploi local de de formation du personnel ; (ii) des mesures incitatives pour créer une valeur ajoutée sur le minerai et (iii) un plan de responsabilité des bénévoles/ de l'entreprise.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, Il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local au Mozambique.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Le Mozambique a adopté une approche collaborative pour le lancement de ses programmes de soutien des fournisseurs en facilitant les liens entre les sociétés minières, les organismes de soutien nationaux, et les bailleurs de fonds. Le partenariat entre Mozlink, l'IFC et des entreprises privées ((Mozal, Sasol, Cervejas de Mozambique (CDM), et Coca-Cola) en est un exemple.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

Le système de suivi et d'évaluation consiste à recueillir des données sur l'approvisionnement local auprès des sociétés et des fournisseurs et d'ensuite comparer les données. L'évaluation d'impact a montré que la performance des PME a augmenté de 20 % en moyenne et que l'approvisionnement local a plus que doublé. Les données pour le programme triennal Mozink II (soutenu par Mozal et l'IFC) montrent que le programme a permis aux PME locales de bénéficier de contrats à hauteur d'environ 15 millions de dollars US et de ventes supplémentaires à hauteur de 53 millions de dollars grâce à un budget d'investissement d'environ 700 000 \$US. De plus, un total de 336 emplois ont été créés au niveau local.

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- L'approche nigériane a des processus de déclaration clairs et des mécanismes de financement et de coordination institutionnels. Elle souligne également l'importance de sensibiliser les citoyens au contenu local.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Un plan directeur d'approvisionnement doit être déposé chaque année
- 1 % de la valeur de tout contrat signé est reversé au Fonds de développement du contenu nigérian (« Nigerian Content Development Fund - NCDF ») afin de financer la formation et les services de soutien aux entreprises pour les nigériens
- Liste de 23 catégories d'activité qui doivent être exécutés au Nigéria ; l'objectif était d'atteindre la cible de 45 % en 2006 et de 70 % en 2010
- Instauration d'un Conseil pour le développement et le contrôle du contenu nigérian (« Nigerian Content Development and Monitoring Board - NCDMB ») en 2010
- Mise en place de divers programmes de développement des fournisseurs visant à accorder des financements et d'autres types d'assistance
- Des évaluations ont pointé du doigt une application limitée et des cibles irréalistes
- Priorité accordée au contenu local dans le secteur pétrolier et gazier depuis l'adoption de la Loi sur le développement du contenu local de 2010

### Caractéristiques de l'approche sur l'approvisionnement local

Depuis 2010, le Nigéria dispose d'une loi sur le développement du contenu local pour l'industrie pétrolière et gazière (« Nigeria Oil and Gas Industry Content Development - NOGICD - Act ») qui s'applique à toutes les opérations de l'industrie pétrolière et gazière du Nigéria, notamment aux sociétés d'exploration d'exploitation et de services. La mise en œuvre de la loi sur le contenu du Nigéria par le gouvernement fédéral a permis d'attirer 5 milliards de dollars d'investissement dans l'économie et de créer environ 38 000 emplois depuis 2009.

### Le secteur minier et le contexte économique

Du pétrole a été découvert au Nigéria en 1956 à Oloibiri (Delta du Niger). Le Nigéria a commencé sa production de pétrole en 1958 avec le premier champ pétrolier produisant 5100 bbl/j. La production de pétrole au Nigéria a souffert pendant la guerre civile (guerre du Biafra) entre 1967-1970. Le Nigéria rejoint l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 1971 et crée la Société pétrolière

<sup>13</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.ncdmb.gov.ng/index.php/news-update/75-nwapa-nigerian-content-attracted-5bn-investment-in-4-years>

<http://www.mondaq.com/x/99294/Oil+Gas+Electricity/An+Overview+Of+The+Nigerian+Oil+And+Gas+Industry+Content+Development+Act+2010>

<http://www.oandopl.com/wp-content/uploads/What%20is%20Nigeria%20Content.pdf>

nationale du Nigéria (Nigerian National Petroleum Company - NNPC) en 1977 -une société détenue et contrôlée par l'État engagée dans le secteur amont comme dans le secteur aval.

Le secteur pétrolier et gazier est très important pour l'économie, et compte pour 13,5% du PIB (2013) et 70% des recettes publiques (2011). Le pays est actuellement considéré comme un pays à revenu moyen.

L'extraction de minéraux au Nigéria ne représente que 0,3% de son PIB, du fait de l'influence de ses ressources pétrolières. L'industrie minière est sous développée au niveau national, ce qui fait que le Nigéria importe des minéraux qu'il pourrait produire dans le pays, comme le sel et le minerai de fer.

#### **Portée**

Le programme d'approvisionnement local du pétrole et du gaz s'applique à toutes les opérations sectorielles. Il y a une liste exhaustive de catégories de travaux qui doivent être exécutée au Nigéria. Le développement des fournisseurs est aussi une composante clé.

#### **Formalité**

Le programme d'approvisionnement local est plus formel, et il est rendu obligatoire par une loi du gouvernement.

#### **Affectation des ressources**

Le budget annuel du NCDMB dépasse généralement les 3 milliards de Nairas, et couvre les dépenses de personnel, de structure et d'équipement. Le Conseil gère également le Fonds de développement du contenu nigérian NCDF. Le Fonds est financé par la somme de 1% prélevée sur chaque contrat attribué à un opérateur, entrepreneur ou sous-traitant. Ce fonds est destiné à soutenir le développement du contenu nigérian grâce à la formation, de soutien aux entreprises et d'autres programmes.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

### **Contenu**

#### Pétrole

Le contenu nigérian est défini dans la loi comme étant :

*Le montant de la valeur ajoutée créée dans l'économie nigériane par un développement systématique des ressources et des capacités grâce à l'utilisation intentionnelle de la main d'œuvre, des ressources matérielles et des services nigériens dans le secteur pétrolier et gazier du Nigéria.*

En vertu de la loi, une société nigériane se définit comme une société immatriculée en vertu de la Loi sur les sociétés et sujets connexes (« Companies and Allied Matters Act ») et dont au moins 51% de la participation au capital est nigériane.

## **3 - Identification des opportunités**

Le texte de la Loi sur le développement du contenu local pour l'industrie pétrolière et gazière « NOGICD Act » contient une liste de biens et services qui doivent faire l'objet d'un approvisionnement local et des exigences en termes de montants d'achats, homme-heures, volumes, quantités, tonnages, etc. La liste a été établie pendant le processus d'élaboration de la loi. Les exigences détaillées dans l'annexe de la Loi sont révisables tous les deux ans. Le Conseil a également l'autorité de définir des exigences pour des articles non listés dans l'annexe de la Loi.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Environnement économique général

Un partenariat entre l'Agence de développement des PME (« Small and medium Enterprises Development Agency of Nigeria - SMEDAN») et le Conseil pour le suivi et le développement du contenu nigérian (« Nigerian Content Development and Monitoring Board – NCDMB ») fournit du capital de départ et des financements d'expansion pour les entreprises existantes (capital amorçage, capital risque et fonds vautours). Ils aident également les bénéficiaires à déterminer quelles sont les technologies pertinentes/appropriées, à se les procurer et à s'y adapter pour améliorer leurs capacités, productivité et compétitivité.

## 5 - Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

Les politiques clés incluent :

- [Loi sur le développement du contenu local dans l'industrie pétrolière et gazière du Nigéria, 2010](#)
- L'assemblée nationale travaille sur une loi sur contenu nigérian qui couvrirait d'autres secteurs.

Emploi - La Section 35 de la Loi sur le développement du contenu local exige que tous les exploitants et les sociétés n'emploient que des nigériens aux postes de cadre intermédiaire ou débutant. Chaque opérateur est tenu de présenter un plan de relève couvrant tous les postes qui ne sont pas pourvus par des Nigériens avec des dispositions pour que des Nigériens doublent chaque expatrié titulaire pour une période maximale de 4 ans, après quoi le poste devra être attribué à un Nigérian (sauf le maintien d'un maximum de 5 % de postes de direction pour veiller aux intérêts des investisseurs)

Évaluations des offres - Au stade commercial, lorsque les offres ont un écart de moins de 1 % en termes des prix, celle contenant le plus haut niveau de contenu nigérian doit être choisie, à condition que ce contenu soit d'au moins 5 % plus élevé que celui de son plus proche concurrent. L'attribution ne doit pas uniquement se baser sur le principe du plus bas soumissionnaire quand une société autochtone nigériane a la capacité d'exécuter le contrat ; elle ne doit pas être disqualifiée du fait qu'elle n'est pas financièrement le moins disant, à condition que sa proposition ne dépasse pas le moins-disant de 10 %.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

Un Plan cadre d'approvisionnement (PCA) pour les projets en cours et approuvés devra être soumis au service contenu nigérian de la Société pétrolière nationale du Nigéria le ou avant le 31 janvier de chaque année.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Les agences traitant du contenu local dans le secteur pétrolier sont :

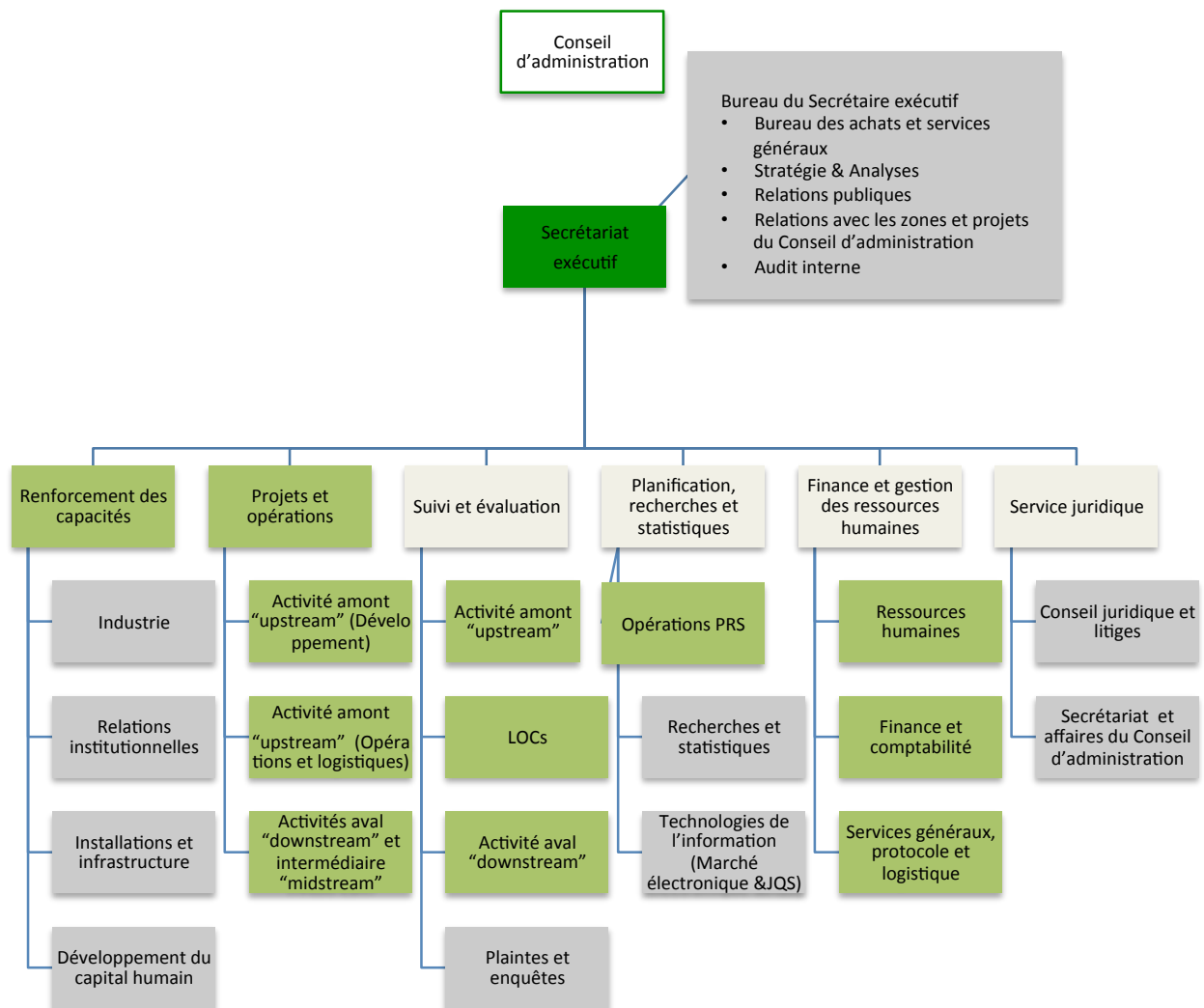
- Le Ministère des ressources pétrolières
- L'agence de développement du contenu local

La société pétrolière nationale du Nigéria (Nigerian National Petroleum Corporation) est la société publique à travers laquelle le gouvernement fédéral du Nigéria réglemente et participe à l'industrie pétrolière du pays.

Le Conseil pour le suivi et le développement du contenu nigérian Nigerian Content Development and Monitoring Board (NCDMB) a été créé par le Président suite à la signature de la loi sur le contenu nigérian le 22 avril 2010. Ses principales responsabilités incluent :

- d'augmenter la participation des populations autochtones dans l'industrie pétrolière et gazière ;

- de construire des capacités et compétences locales ;
- de créer des liens avec d'autres secteurs de l'économie nationale ;
- d'accroître la contribution de l'industrie à la croissance de notre Produit intérieur brut ;
- également, de gérer le Fonds de développement du contenu nigérian
- d'approuver le plan pour le contenu nigérian
- de définir un niveau minimum de contenu nigérian pour des projets ou éléments de projets ne figurant pas dans l'Annexe A de la loi
- de délivrer les certificats d'autorisation
- d'évaluer la capacité des entrepreneurs nigériens (locaux) à fournir les services énumérés dans la liste des services
- d'agir comme principale agence gouvernementale dans l'établissement des réglementations sectorielles en matière de contenu local



## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Objet du suivi et de l'évaluation

La surveillance de l'application des dispositions sur le contenu nigérian se focalise sur la mesure des résultats en termes de contenu nigérian par rapport aux engagements et aux exigences établies dans la loi de 2010 sur le développement du contenu local pour l'industrie pétrolière et gazière. Un formulaire typique est le Formulaire sur les services financiers mesurant l'utilisation effective par les différents exploitants, de produits financiers des banques nigérianes. Ces types de formulaires sont soumis au Conseil comme rapports périodiques pour l'évaluation.

A côté des formulaires d'évaluation, des mécanismes existent tels que :

- la participation au dépouillement des appels d'offre pour s'assurer que le contenu nigérian est pris en compte. Aucun contrat de plus de 1 million de \$ ne peut être adjudgé dans le secteur sans un Certificat de conformité relatif au contenu nigérian (« Nigerian Content Compliance Certificate - NCCC ») délivré par le Conseil et attestant que la partie adjudicatrice (l'exploitant) a respecté les provisions de la loi NOGICD.
- des visites ponctuelles sur site pour surveiller l'exécution effective des contrats

Les cibles de contenu local nigérian pour l'industrie pétrolière et gazière étaient de 45% pour 2006 et 70% pour 2010. Cependant, ces cibles n'ont pas été atteintes.

## Sierra Leone<sup>14</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Approche intersectorielle très récente, trop tôt pour évaluer son efficacité et son impact.
- L'approche crée des mécanismes institutionnels de coordination par le biais du Comité de contenu local et l'harmonisation des incitations à l'investissement

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- La Politique relative au contenu local de 2012 établit une approche multisectorielle applicable aux secteurs minier, pétrolier et gazier
- L'objectif vise à créer des liens entre les entreprises nationales et internationales, à promouvoir l'utilisation de produits locaux, à favoriser l'emploi des travailleurs locaux ainsi qu'à renforcer les capacités et les institutions
- Le Comité responsable du contenu local sera chargé de la surveillance de l'application du programme et du recueil des informations

### Le secteur minier et le contexte économique

Les principales ressources minérales de la Sierra Leone sont les diamants, le rutile, la bauxite, l'or et le minerai de fer. Le secteur minier de la Sierra Leone s'est nettement redressé depuis 2002, date à laquelle la guerre civile de 11 ans a pris fin.

Le secteur minier en Sierra Leone se compose de trois sous-secteurs :

1. Une production à grande échelle de minéraux non précieux - rutile, bauxite et minerai de fer ;
2. Une production à grande échelle de minéraux précieux - diamants ; et
3. Une production artisanale à petite échelle de minéraux précieux - principalement le diamant, et dans une moindre mesure, d'or.

Le PIB de la Sierra Leone en 2012 était de 7,97 milliards de dollars US auquel secteur minier a contribué à hauteur de 12,1%. La croissance du PIB réel s'est accélérée et est passée de 6% en 2011 à 16,7% en 2012, poussée en grande partie par le secteur minier (en particulier le minerai de fer). Pourtant le pays était considéré comme un pays à revenu faible et un pays fragile dans une situation post-conflit.

Il y a actuellement des activités de prospection de pétrole au large des côtes de la Sierra Leone et les

---

<sup>14</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:MINLZMS3XE0J:www.trade.gov.sl/sites/default/files/documents/files/Local%2520Content%2520Policy-%25201%2520Feb%2520draft.docx+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=zahttp://www.eisourcebook.org/cms/Sierra%20Leone%20Petroleum%20Exploration%20Act.pdf>

<http://www.eisourcebook.org/cms/files/attachments/other/Sierra%20Leone%20Mines%20and%20Minerals%20Act,%202009.pdf>

<http://www.jobsearchsl.com/#!/Seminar-on-mining-in-Sierra-Leone-will-help-suppliers-and-professional-services-benefit-from-Local-Content-Policy/c1mu6/E8CEDEF-B644-40E4-A7D0-27B39C3355F9>

<http://www.careers.sl/job-post/7402-procurement-and-supplier-development-officer>



activités d'extraction de pétrole et de gaz sont susceptibles d'être influencées par les politiques de contenu local. La Sierra Leone dispose actuellement d'un projet de politique du contenu local.

#### **Portée**

L'approche du contenu local retenu par la Sierra Leone est multisectorielle.

Objectifs comprenant un renforcement des liens entre l'IDE et les entreprises locales, ainsi qu'une amélioration en matière de technologie et de gestion. Une attention particulière est également portée sur la création de PME.

L'approche s'attache à améliorer les flux d'information et à créer une cohérence dans la négociation d'accords d'investissement. L'approche s'applique aux grands investisseurs étrangers et nationaux, ainsi qu'à leurs entrepreneurs.

#### **Formalité**

L'approche est formelle du fait qu'elle est guidée par un document politique.

#### **Affectation des ressources**

L'affectation des ressources pour la mise en œuvre de l'approche n'est pas encore clairement définie.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

#### **Contenu**

La section définitions du projet de politique de contenu local définit un « **investisseur local** » comme une personne physique citoyenne de la Sierra Leone ; une société constituée en vertu des lois de la Sierra Leone dont la majorité des actions sont détenues par un citoyen de la Sierra Leone, ou un partenariat dans lequel la participation majoritaire est détenue par une personne citoyenne de la Sierra Leone.

Un « **prestataire de services sierra léonais** » est une société immatriculée et située en Sierra Leone.

Si le projet de politique de contenu local privilégie « les biens d'origine locale », « les biens sierra léonais disponibles localement » et les petites et moyennes entreprises de Sierra Leone, il ne définit aucun de ces termes.

Le projet de politique cherche également à promouvoir une culture de la propriété et de la participation dans le domaine de l'activité économique productive.

## **3 - Identification des opportunités**

Le projet de politique général de contenu local vise à définir un cadre politique pour une mise en œuvre cohérente des politiques sectorielles de contenu local pour les secteurs clés de l'économie comme le secteur pétrolier et gazier, le secteur minier et le secteur agricole.

En ce qui concerne les services, le projet d'orientation cible les secteurs bancaires, juridique, des assurances, de la construction, de la restauration, de l'énergie et des transports, notamment les sous-secteurs du chargement de cargaison, du transport de marchandise et du transport de carburant. Il oblige les entreprises à avoir recours, à hauteur d'un pourcentage minimum défini de leurs besoins, à des prestataires de services de la Sierra Leone lorsque la capacité existe sur le marché.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Environnement économique général

En juin 2014, la Sierra Leone a accueilli le premier séminaire avec pour objectif d'aider les fournisseurs et prestataires de services à tirer profit de la politique de contenu local. Le séminaire était organisé par Elixir Marketing and Media et JobSearch.

### Interactions mine-fournisseur

Le Ministère du commerce et de l'industrie recrute actuellement un agent de l'approvisionnement et du développement des fournisseurs qui sera chargé d'enquêter sur les contraintes et opportunités des fournisseurs et d'établir des réseaux entre les acteurs clés du marchés, les représentants des PME et les investisseurs.

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu pétrolier

- [La Loi sur l'exploration et la production de pétrole \(Petroleum Exploration and Production Act\)](#)

### Contenu minier

- [La loi sur les mines et minéraux \(Mines and Minerals Act, 2009\)](#)

### Rôles

L'Autorité nationale des marchés publics (ANMP) : Il est de la responsabilité de l'ANMP de contrôler l'approvisionnement du gouvernement pour garantir la transparence et un bon rapport qualité/prix. La politique exige aussi que les agences publiques prennent en compte le contenu local lors de l'attribution des contrats.

Ministère du travail et de la sécurité sociale : Ce Ministère est chargé de coordonner les questions afférentes à la main d'œuvre. Le comité sur les permis de travail est présidé par le représentant du Ministère en charge de la main d'œuvre. Par conséquent, ce comité jouera un rôle important dans le suivi du niveau d'emploi des Sierra léonais.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

D'après les recherches menées à ce jour en utilisant les informations disponibles en ligne, Il ne semble pas que la loi exige le dépôt de plans d'approvisionnement local en Sierra Leone.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

Le Ministère du commerce et de l'industrie a un rôle de supervision dans le développement du secteur privé, et fait fonction de secrétariat au comité de contenu local. Il sera en charge de la collecte d'informations concernant l'avancement de la mise en œuvre des différents programmes et procédera à des contrôles aléatoires sur les sites de l'entreprise.

Le service secteur privé du Ministère appuiera le comité pour coordonner toutes les parties prenantes et obtenir les informations pertinentes concernant la mise en œuvre du programme. Le comité analysera différentes pratiques et les comparera à la mise en œuvre effective des programmes dans la politique.

### Rôle du Comité de contenu local

- Encadrer, coordonner et faire le suivi de la mise en œuvre de cette politique
- Estimer, évaluer et approuver les plans de contenu local et les rapports soumis au comité
- Assurer la liaison avec les opérateurs et institutions du secteur pour suivre la mise en œuvre de sa politique

- Assurer la coordination avec le secteur privé pour permettre aux Sierra léonais de tirer profit des opportunités disponibles
- Réceptionner les plans de contenu local des investisseurs et évaluer leur mise en œuvre

## **8 - Mesurer, surveiller et évaluer**

### **Processus de suivi et d'évaluation**

Comme indiqué dans la section 7 ci-dessus, le Comité de contenu local est chargé du suivi et de l'évaluation ; les informations sur les systèmes spécifiques qui seront appliqués n'ont pas été fixées lors de cette recherche initiale.

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Le programme d'approvisionnement local du Timor-Leste est relativement récent et moins élaboré. Ceci, combiné au fait qu'il y a très peu d'informations publiquement disponibles concernant les lois et réglementations, a créé une incertitude quant aux niveaux d'approvisionnement local acceptables, de soutien aux fournisseurs et de déclarations.
- La société civile joue un rôle important dans la défense des droits (notamment en réclamant une définition claire qui permettraient des retombées économiques locales plus importantes) et pour une plus grande transparence des informations relatives à l'approvisionnement local.

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Aperçu de l'approche

- Priorité accordée au contenu local dans le secteur pétrolier et gazier depuis 2005
- Aucune politique spécifique sur l'approvisionnement local; jusqu'ici, l'accent (Loi du 13/2005, du 02 septembre (Petroleum Act) Article 13 3(a) (iii) et (iv)), mais des dispositions sur l'approvisionnement local dans deux projets de lois de 2007, et dans les Contrat de partage de production.
- Déclaration de politique générale du Premier Ministre sur les attentes en matière de performance économique locale pour le secteur pétrolier et gazier au Timor-Leste.
  - *Puisque le pétrole va être la source de revenus principale de l'économie de notre pays pour les années à venir, nous tenons à ce que ce soit plus qu'une simple source de fonds. Nous comptons sur le secteur pour être un contributeur bien plus large et dynamique dans l'économie nationale. Cette contribution pourra prendre de nombreuses formes : investissement en capital, création d'emplois - directement dans l'industrie pétrolière et gazière, et indirectement car avec un accroissement des investissements et de l'activité, la demande pour les autres biens et services augmente. De plus, cela se répercutera dans la formation et l'éducation des personnels, dans le développement des infrastructures et sera un agent de changement pour la promotion et le développement de l'ensemble de la société du Timor-Leste.*
- L'Autorité nationale du pétrole chargée de surveiller les activités pétrolières comprend un petit service responsable du contenu local
- Le projet de code minier de 2013 contient des obligations générales en termes d'approvisionnement local, mais peu de précisions.

### Le secteur minier, pétrolier et le contexte économique

<sup>15</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

<http://www.revenuewatch.org/countries/asia-pacific/timor-leste/extractive-industries>

<http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2011/07/Timor-Leste-Strategic-Plan-2011-20301.pdf>

[http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2010/03/Law\\_2005\\_13\\_petroleum\\_activities\\_.pdf](http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2010/03/Law_2005_13_petroleum_activities_.pdf)

<http://laohamutuk.blogspot.com/2013/09/draft-mining-law-consultation-almost.html>

<http://www.laohamutuk.org/Oil/PetRegime/PetrolActPassedJul05En.pdf>

<http://www.bancocentral.tl/Pf/> ou <http://www.mof.gov.tl/budget-spending/petroleum-fund/>

<http://www.laohamutuk.org/Oil/Mining/DraftMiningCodAug2013.pdf>

[http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2010/03/DL\\_2008\\_2\\_NATIONAL\\_PETROLEUM\\_AUTHORITY\\_.pdf](http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2010/03/DL_2008_2_NATIONAL_PETROLEUM_AUTHORITY_.pdf)

<http://www.laohamutuk.org/Oil/PetRegime/LocalContent/LocalContentEn.pdf>

<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/848.pdf>

[https://www.mof.gov.tl/wp-content/uploads/2011/05/Decree\\_Law\\_02\\_2010\\_EN.pdf](https://www.mof.gov.tl/wp-content/uploads/2011/05/Decree_Law_02_2010_EN.pdf)

Le Timor-Leste est considéré comme un pays à revenu faible, et un État fragile, et c'est l'un des pays au monde les plus dépendants des ressources naturelles. Il ne fait pas partie de l'OMC pour l'instant.

Ses réserves de pétrole et de gaz naturel (553,8 bbl de pétrole et 7,1 milliards de pieds cubes de gaz) le place dans la même catégorie que l'Ouzbékistan, la Bolivie et Trinité-et-Tobago. Compte-tenu de sa population d'un peu moins de 1,2 millions de personnes, la richesse en pétrole inexploité du Timor-Leste avoisine les 36 920 \$ par citoyen (calculé sur la base des réserves prouvées et un prix du pétrole estimé à 80\$ US / baril). En revanche, le PIB hors pétrole par habitant est de 391 \$ US par an. La manne pétrolière a financé une grande partie de la reconstruction du Timor-Leste après qu'il ait gagné sa lutte pour l'indépendance contre l'Indonésie en 2006, et les recettes du pétrole représentaient 94% des recettes publiques en 2011. Les exportations de pétrole et de gaz génèrent un excédent de la balance courante de 55% du PIB.

### **Portée**

Le contenu local pour l'industrie pétrolière et gazière a été esquissé dans le Plan stratégique de développement du Timor-Leste (2011-2030). Comme indiqué, *Le Timor-Leste doit veiller à ce que notre peuple bénéficie non seulement des recettes de la vente de notre ressource en pétrole, mais d'une pleine participation, avec des postes de direction et des emplois dans l'industrie pétrolière.* Cela comprend la création de la Société nationale du pétrole (Timor Gas and Petroleum E.P) et les grappes industrielles de Tasi mane (grappe Suai Supply Base, grappe Betano Refinery et Petrochemical industry et la grappe he Beaço INg-Plant).

De plus, l'allocation liminaire à la Déclaration de politique générale du 2 septembre 2005 du Premier Ministre sur les attentes en matière de performance économique locale pour le secteur pétrolier et gazier au Timor-Leste a mis l'accent sur l'importance de l'approvisionnement local et d'un plus grand contenu local.

*Puisque le pétrole va être la source de revenus principale de l'économie de notre pays pour les années à venir, nous tenons à ce que ce soit plus qu'une simple source de fonds. Nous comptons sur le secteur pour être un contributeur bien plus large et dynamique dans l'économie nationale. Cette contribution pourra prendre de nombreuses formes : investissement en capital, création d'emplois - directement dans l'industrie pétrolière et gazière, et indirectement car avec un accroissement des investissements et de l'activité, la demande pour les autres biens et services augmente. De plus, cela se répercutera dans la formation et l'éducation des personnels, dans le développement des infrastructures et sera un agent de changement pour la promotion et le développement de l'ensemble de la société du Timor-Leste.*

Plus largement, le Timor-Leste a défini la Politique de contenu de travail national qui exige que toutes les nouvelles grandes entreprises s'assurent qu'un pourcentage minimum de la valeur du travail dans tous les grands projets du Timor-Leste soit consacré à l'emploi ou à la formation accréditée des citoyens du Timor-Leste.

### **Formalité**

L'absence de politiques, lois ou réglementations spécifiques indique que l'approche est moins formelle ; cela pourrait changer étant donné que le pays révisé son Code minier à l'heure actuelle, même s'il semblerait que le contenu local soit traité principalement sous l'aspect Emploi local. Les contrats de partage de production passés, les sous-contrat de construction, d'exploitation et de maintenance et les directives applicables des Autorités désignées de la mer du Timor (« Timor Sea Designated Authority - TSDA ») stipule la préférence pour les fournisseurs locaux compétitifs au plan international, mais ne sont pas clairs sur les niveaux acceptables d'approvisionnement local, de soutien des fournisseurs et de déclaration. Ils ne sont pas clairs non plus sur ce qui peut être compté comme « coût recouvrable » (ce qui a un effet incitatif). Il semblerait que les stratégies de contenu local par les exploitants aient été faites au niveau de chaque projet, et se soient axées sur les besoins immédiats en termes de construction et d'exploitation, et sur le soutien pour que les fournisseurs répondent aux exigences en matière de qualité, santé et sécurité.

## Affectation des ressources

Le niveau d'affectation des ressources n'est pas connu à ce jour.

## 2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence

### Contenu

La Loi sur le contenu local de 2006, les Accords de partage de productions, et le projet de code minier de 2013 ne fournissent pas de définition de l'approvisionnement local ou de ce qu'est un fournisseur local.

Toutefois, les projets de réglementation de 2007, la Politique et les directives pour l'administration et le suivi du contenu local du Timor-Leste<sup>16</sup> présentent, dans l'Article 2, la définition suivante du contenu local global :

*Le Contenu du Timor-Leste se définit comme l'argent et les ressources allouées au développement durable par les Personnes autorisées dans le secteur pétrolier du Timor-Leste, ou l'argent dépensé par les personnes autorisées pour des biens et services timorais.*

Dans une série de commentaires publiques sur ces réglementations, l'Institut de reconstruction, du suivi et de l'analyse du Timor-Leste, La'o Hamutuk, les remarques suivantes ont été faites :

Nous recommandons donc que la réglementation inclue une définition des « biens et services locaux » qui exigerait qu'un achat avec « contenu du Timor-Leste » soit produit au moins à 50% au Timor-Leste, et qu'au moins 50% des dollars payés pour le travail et les services liés à un projet de contenu local soient payés à des citoyens du Timor-Leste.

Selon le [projet d'orientation de 2007](#), les définitions suivantes s'appliquent :

Le Contenu du Timor-Leste se définit comme l'argent et les ressources allouées au développement durable par les Personnes autorisées dans le secteur pétrolier du Timor-Leste, ou l'argent dépensé par les personnes autorisées pour des biens et services timorais.

Les personnes autorisées sont les personnes habilitées par la Loi sur le pétrole.

### Module 8 (sous pétrole)

Selon le projet d'orientation de 2007 :

*Le CCTL est chargé du suivi de l'avancement et de l'évaluation des projets approuvés.*

*Les personnes autorisées doivent présenter au CCTL un rapport sur le statut du projet dans les dix jours qui suivent la fin de chaque trimestre, ou comme stipulé expressément pour chaque projet. Le rapport devra évaluer les progrès et la qualité des activités et suggérer des actions correctives si nécessaire.*

## 3 - Identification des opportunités

La Politique du contenu de travail national exige que toutes les nouvelles grandes entreprises s'assurent qu'un pourcentage minimum de la valeur du travail soit consacré à l'emploi local, ce qui permet de créer de nombreuses opportunités de localisation. Le Premier Ministre affirme que les efforts de

---

<sup>16</sup> En juin 2014, il n'y avait toujours pas confirmation officielle stipulant que le projet d'orientation de 2007 aient été formellement adopté, ni d'informations concernant les décrets plus récents relatifs au contenu local dans le secteur pétrolier.

localisation doivent être faits directement dans le secteur pétrolier et gazier, mais également dans les secteurs connexes, notamment le développement des infrastructures.

## 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

### Environnement économique général

Les fournisseurs du Timor-Leste sont confrontés à la concurrence d'une base d'approvisionnement plus développée située à Darwin en Australie qui est relativement proche.

Le projet d'orientation de 2007 et les directives pour l'administration et le suivi du contenu local du Timor-Leste prévoient le financement de « projets à contenu local », ce qui peut inclure le développement des fournisseurs, avec des recommandations faites par le Comité de contenu du Timor-Leste (CCTL) sur la base des propositions de projet reçues et approuvées par la politique du Ministère des ressources naturelles, des minéraux et de l'énergie [Il semblerait que ce rôle soit désormais attribué à l'ANP].

Dans sa proposition relative au projet d'orientation et directives pour l'administration et le suivi du contenu local du Timor-Leste, le La'o Hamutuk faisait les recommandations suivantes :

*Le Timor-Leste n'a pas encore les entreprises, producteurs, infrastructures, ni la main d'œuvre qualifiée pour répondre à la plupart des besoins des sociétés pétrolières qui opèrent dans notre pays. Même avec les meilleures intentions, les acheteurs doivent souvent compter sur les importations car il n'y a pas de source d'approvisionnement disponible au niveau local.*

*Nous espérons que cette situation soit temporaire et nous encourageons la mise en place d'une stratégie à long terme en matière de contenu local. Le développement pétrolier au Timor-Leste va se poursuivre sur plusieurs générations, et nos capacités en matière de ressources humaines, agriculture, infrastructures et productions vont croître au fil du temps, augmentant ainsi la capacité d'absorption de notre économie. Nous recommandons que l'approche et les directives relatives au contenu local incluent une vision décennale qui pourrait être atteinte par paliers. Ces directives devraient être révisées régulièrement au fur et à mesure que notre expérience et notre capacité d'absorption augmentent.*

## 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

### Contenu

#### Pétrole

- Contenu local (pour l'industrie pétrolière et gazière) esquissé dans le Plan de développement stratégique 2011-2030
- Les réglementations qui régissent spécifiquement le contenu local sont énoncées dans la loi sur le pétrole (Petroleum Act) de septembre 2005 - loi sur le contenu local no.13/2005.

#### Contrats de partage de production (version ZDPM)

Conformément à l'article 10.1 (c) - Avis :

L'Article 10.1 (a) en vigueur stipule :

*Excepté avec le consentement explicite de l'Autorité désignée, l'entrepreneur devra, de la manière qui convient à l'autorité désignée, porter à la connaissance des fournisseurs installés au Timor-Leste toutes les opportunités de fourniture de biens et services pour les opérations pétrolières.*

#### Modèle de contrat de partage de production en vertu de la loi sur le pétrole (version non-ZDPM)

Conformément à l'article 12.3 (b) - Invitations à soumissionner :

L'Article 12.3 (b) en vigueur stipule :

. . . tous les biens et services devront être acquis sur une base purement commerciale par appel d'offres, et les entrepreneurs, avant de faire un appel d'offre pour des biens et services, **consultera** [caractères gras ajoutés] le ministère en ce qui concerne :

- La liste des soumissionnaires que les entrepreneurs se proposent d'inviter ; et
- Le dossier de soumission accompagnant l'invitation, qui devra comprendre :
- Un projet de contrat ;
- L'ampleur des travaux ;
- Un formulaire de proposition technique ;
- Un formulaire de proposition commerciale ; et
- Les bases sur lesquelles les offres seront évaluées.

L'Article 5.4 (a) des modèles de CPS ZDPM et non ZDPM sur les biens et services, la formation et l'emploi oblige explicitement à donner la préférence pour l'acquisition de biens et services . . . à des personnes basées au Timor-Leste . . . à condition qu'elles proposent des termes et conditions concurrentiels (au niveau international) (TSDA, 2004).

Les directives pour l'administration et le suivi du contenu local du Timor-Leste (Projet soumis à commentaire public, juin 2007) donnent plus de détails sur les définitions, dispositifs institutionnels etc.

#### Mines

Le Projet de code minier de 2013 traite principalement de la question de l'emploi local (article 98 et 99). Dans la SECTION II

EMPLOI D'EXPATRIÉS ET FORMATION DES CITOYENS NATIONAUX, L4 article 97 (2) stipule :

*Nonobstant les dispositions de l'article 98, les entités qui mènent des opérations minières au Timor-Leste doivent, lorsque cela est possible, utiliser de la main-d'œuvre et des services locaux, ainsi que des produits fabriqués localement [caractères gras ajoutés] permettant ainsi la création d'emploi, l'acquisition et le développement de compétences, de connaissances et un transfert de technologie au niveau local.*

Le contrat minier devra inclure :

- La mention des droits et obligations des parties, notamment :
  - Les obligations afférentes à l'extraction, la transformation et la vente de minéraux, ou d'autres obligations qui peuvent s'avérer être bénéfiques pour le développement technologique et économique du pays ;

En vertu de l'ARTICLE 26, le rapport d'étude de faisabilité devra inclure, entre autre :

*Les exigences attendues au niveau des infrastructures industrielles et sociales, services publics, installations, machines et équipements pour l'extraction, le traitement, le stockage, la maintenance, le transport et autres opérations minières en corrélation avec une enquête et étude des infrastructures existantes.*

Cela pourrait, dans une certaine mesure, renseigner sur la demande prévisionnelle.

Le projet de code minier prévoit également des exonérations de frais de douane - ou liste minière- comme suit :

#### ARTICLE 126

##### Exonération

1. Après approbation écrite préalable du Ministre des finances et du représentant du gouvernement en charge du secteur des ressources minérales, les biens, matériaux et équipements utilisés dans les opérations minières seront exonérés de frais de douanes, notamment les suivants :
  - a. Matériel de forage et d'excavation ;
  - b. Pompes et extracteurs de poussière;



- c. *Machines de tri mécanique ;*
  - d. *Camions ;*
  - e. *Moteurs ;*
  - f. *Réservoirs et autres équipements de stockage de liquide ;*
  - g. *Équipements médicaux et de premier secours ;*
  - h. *Appareils de communication ;*
  - i. *Équipement de ventilation et de réfrigération ;*
  - j. *Appareils d'alimentation électrique, générateurs, batteries, alternateurs et onduleurs ;*
  - k. *Systèmes de traitement des eaux ;*
  - l. *Produits chimiques ;*
  - m. *Explosifs ;*
  - n. *Corroies et systèmes de convoyeur ;*
  - o. *Alarmes et phares de travail ;*
  - p. *Grues et matériels de levage ;*
  - q. *Filtres ;*
  - r. *Équipements de protection et de lutte contre les incendies ;*
  - s. *Équipement de séparation par gravité et de traitement des minéraux ;*
  - t. *Remorques, bennes et chargeuses ; et*
  - u. *Lubrifiants et équipement de lubrification.*
2. *L'exonération mentionnée plus haut ne s'appliquera pas si les biens, matériaux et équipements importés sont disponibles au Timor-Leste et sont d'une qualité similaire à un prix ne dépassant pas les 10% de plus que les prix pratiqués sur le marché international.*
  3. *L'exonération prévue à l'Article 126.1 ci-dessus cessera d'être appliquée si les biens, matériaux et équipements importés sont vendus, loués ou autrement aliénés, ou si une garantie sous quelque forme que ce soit est créée sur ces biens sans l'approbation expresse et préalable du Directeur national des ressources minérales.*

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

Il ne semble pas y avoir actuellement d'obligation en matière de plans d'approvisionnement local pour le secteur minier au Timor-Leste.

Toutefois, l'ARTICLE 26 du projet de code minier inclut l'obligation de soumettre des rapports annuels, qui devraient comprendre un résumé des opérations minières menées au cours de l'année précédente présentant les informations techniques, économiques et financières relatives aux opérations minières menées. Cela n'est cependant pas explicitement en lien avec l'approvisionnement local (plus d'informations sont fournies sur la déclaration sur l'emploi local).

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

### L'autorité nationale du pétrole /Autoridade Nacional do Petróleo (ANP)

L'ANP est l'organisme du Timor-Leste chargé de gérer et réglementer les activités pétrolières dans les zones économiques exclusives du Timor-Leste et dans la zone de développement pétrolier mixte (ZDPM), conformément au décret-loi sur la création de l'ANP, la loi sur les activités pétrolières au Timor-Leste, et le Traité maritime du Timor-Leste (Timor Sea Treaty). Elle a pour mandat d'établir et de contrôler le respect des règles et réglementations édictées qui couvrent l'exploration, le développement, la production, le transport et la distribution des ressources en pétrole et gaz naturel. Elle est également chargée de mettre en place une institution forte pour gérer le pétrole au Timor-Leste. L'ANP est un organisme public bénéficiant d'une autonomie administrative et financière, d'un budget et de droits de propriété qui lui sont propres.

Elle est financée par les sources de revenus propres suivantes :

- les sommes correspondantes aux frais de services payables pour la prestation de services dans le cadre de ses pouvoirs et fonctions ;

- les sommes relatives aux autorisations, certificats, agréments, et autres licences accordés dans l'exercice de ses attributions ;
- le montant des sanctions imposées pour infraction aux lois, réglementations, manquements aux exigences techniques applicables au secteur réglementé, ou aux obligations contractuelles ;
- une dotation budgétaire du gouvernement ;
- des subventions, héritages ou legs ;
- les revenus ou produits de ses actifs propres, de la cession de ceux-ci ou de l'établissement de droits sur ces actifs ;
- tout autre revenu provenant de son activité, ou qui lui appartient de droit, de par une réglementation interne ou un contrat.

D'après le projet d'orientation de 2007, le contenu du Timor-Leste sera administré par le comité du contenu du Timor-Leste (CCTL) *Le CCTL est chargé de faire des recommandations sur l'utilisation des ressources destinées au développement du contenu du Timor-Leste et de se conformer aux principes de transparence et de bonne gouvernance. Le Ministre des ressources naturelles, des minéraux et de la politique énergétique est chargé de la mise en place le CCTL.*

Des propositions de projet peuvent être présentées au CCTL. Ces projets doivent s'inscrire dans l'une de ces cinq catégories suivantes :

- Développement de fournisseurs de biens et services locaux.
- Éducation et formation
- Offre d'expérience professionnelle ou d'emploi (en RDTL ou à l'étranger) en lien avec le secteur pétrolier
- Transfert de technologie
- Activités liées au pétrole

L'ANP a un service de contenu local qui semble avoir au moins deux employés spécialisé - un Directeur du contenu local et un agent de contenu local. Le mémoire du service se rapporte à l'approvisionnement local et à l'emploi local.

Le projet d'orientation de 2007 et les directives pour l'administration et le suivi du contenu local du Timor-Leste affirment que :

*Le contenu du Timor-Leste sera administré par le comité de contenu du Timor-Leste (CCTL). Le CCTL est chargé de faire des recommandations sur l'utilisation des ressources destinées au développement du contenu du Timor-Leste et de se conformer aux principes de transparence et de bonne gouvernance. Le Ministre des ressources naturelles, des minéraux et de la politique énergétique est chargé de la mise en place le CCTL.*

*Le CCTL se composera de:*

- Un président nommé par le Ministre des ressources naturelles, des minéraux et de la politique énergétique.*
- Deux membres ayant des connaissances sur le développement des ressources humaines dans l'industrie pétrolière (amont/aval) et/ou des connaissances technologiques.*
- Un membre d'une ONG en lien avec le secteur.*
- Un membre d'une institution éducative, et*
- Un membre du forum des entreprises locales.*

*Un à deux membres maximum seront des personnels permanent du gouvernement du Timor-Leste.*

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

L'ANP est chargé du suivi de l'approvisionnement local dans le secteur pétrolier.

Dans ses rapports annuels, l'ANP inclut des informations sur le respect des niveaux de contenu local convenus par les entrepreneurs pétroliers, ainsi que sur les progrès réalisés dans les projets à contenu local.

La société civile a également un rôle à jouer pour accroître l'accès aux informations relatives à l'approvisionnement local et au respect des normes, par ex. La'o Hamutuk, l'institut pour le développement, le suivi et l'analyse du Timor-Leste, publie des informations sur son site web sur le contenu local dans le secteur pétrolier et plaide en faveur de meilleures pratiques et politiques.

Les comptes rendus des réunions multipartite de l'ITIE de janvier 2014 montrent que le gouvernement alignait ses modèles de présentation de rapport sur les dernières directives de l'ITIE, avec, parmi les changements, l'ajout de « contenu local et initiative d'entreprise ».

## Trinité-et-Tobago<sup>17</sup>

### Évaluation initiale et leçons apprises :

- Priorité accordée au contenu local en matière pétrolière et gazière depuis 2004 (lancement officiel du cadre politique sur le contenu local et la participation locale en 2006) avec inclusion du contenu local dans les contrats de partage de production
- Aucun programme dans le secteur minier malgré une industrie minière active

## 1 - Déterminer la meilleure approche en matière d'approvisionnement local

### Le secteur minier et le contexte économique

Trinité et Tobago (T&T) est l'un des pays les plus riches et les plus développés des Caraïbes et fait partie de la liste des 66 pays à revenu élevé du monde.

### Secteur pétrolier et gazier

T&T est l'une des plus vieilles régions productrices de pétrole et de gaz au monde. Le premier forage a été effectué dans les années 1860, la production a débuté en 1902 et le premier champ pétrolier sous-marin a été développé en 1955.

Cette industrie représente environ 40% du PIB et 80% des exportations en 2012, mais seulement 5% des emplois. Le pays totalise la majorité de la production pétrolière des Caraïbes. En 2010, le pays a produit 147 000 barils de pétrole (bbl/j), dont 100 000 bbl/j de pétrole brut, le reste étant principalement des gaz naturels liquéfiés (GNL).

L'industrie est soutenue par un secteur de services bien établi et une bonne infrastructure de base en matière de services publics, accès routiers, ports et installations industrielles. De plus, le pays a bénéficié de gros investissements étrangers, avec BP Trinité et Tobago (BPTT) qui représente environ 60% de la production de gaz naturel du pays. Parmi les autres acteurs importants du secteur du gaz naturel, on peut citer British Gas (BG) et Chevron.

### Mines

Trinité et Tobago a la plus grande réserve d'asphalte naturel au monde et le pays est devenu le deuxième plus grand exportateur d'ammoniac derrière la Russie. Il a produit 2,7 millions de tonnes d'ammoniac anhydre en 2000, contre 1,8 millions de tonnes en 1997. Des gisements de minerai de fer commercialement exploitables ont été découverts dans la cordillère septentrionale de Trinité. Le pays produit également du calcaire et du ciment hydraulique.

### Portée

- Selon le Ministère de l'énergie et des affaires énergétiques, les priorités socio-économiques comprennent « offrir des opportunités économiques aux entreprises de Trinité et Tobago (T&T) pour produire davantage de valeur ajoutée en permettant aux ressortissants locaux d'avoir une participation plus significative dans le secteur de l'énergie et dans le processus de prise de décision

<sup>17</sup> Sources d'informations possibles pour cette section

"Qu'est-ce que le contenu local" Anthony E. Paul, jour 1, session 2 Conférence de la Banque Mondiale  
[http://energy.gov.tt/content/Local\\_Content\\_&\\_Local\\_Participation\\_Framework.pdf](http://energy.gov.tt/content/Local_Content_&_Local_Participation_Framework.pdf); <http://energy.gov.tt/wp-content/uploads/2013/11/228.pdf>

<http://dspace.unm.edu/bitstream/handle/1928/12690/Local%20Content%20and%20Local%20Participation.pdf?sequence=1>

afférant » , ainsi que la conservation de recettes en devise, et l'exportation de compétences et services locaux.

- La politique sur le contenu local fait également référence au fait de contribuer à atteindre le statut de pays développé, à la mise à niveau des compétences et de la technologie ainsi qu'à :
  - a) *l'amélioration, l'approfondissement et le renforcement des capacités et de la compétitivité des entreprises et personnels de T&T dans le secteur sur la scène internationale.*
  - b) *la création et l'amélioration de capacités transférables à d'autres secteurs dans T&T ; et*
  - c) *la création et le soutien à des grappes sectorielles en lien avec d'autres industries qui ont une synergie naturelle avec le secteur de l'énergie et qui pourraient avoir la capacité de diversifier et/ou soutenir l'économie une fois les ressources épuisées.*
- L'approche sur le contenu du secteur pétrolier et gazier comprend :
  - L'identification des opportunités pour la création de valeur ajoutée au niveau local
  - Le développement des capacités locales
  - La préférence donnée aux entreprises à capitaux locaux, dirigées et financées au niveau local et à celles qui font preuve d'une culture, d'un engagement et de capacités fortes pour optimiser la valeur ajoutée, la participation et le développement des capacités au niveau local en accord avec les aspirations et la vision du pays ;
  - La fixation d'objectifs pour des opérations individuelles et l'estimation de la part de contenu local dans les activités pétrolières en contrats de partage de production.
  - La création d'un Comité permanent responsable du contenu local, avec des représentants du secteur privé.
  - La création de bases de données, notamment des projets et des fournisseurs locaux
  - L'établissement d'une Chambre du contenu local financée par les sociétés pétrolières et axée sur le développement des fournisseurs - formation et assistance technique

#### **Formalité**

L'approche est relativement formelle et codifiée par une politique de contrats de production.

#### **Affectation des ressources**

Si l'utilisation exacte des ressources n'est pas claire, le cadre politique permet de construire de nouvelles capacités institutionnelles nécessaires.

## **2 - Définir l'approvisionnement local et en estimer le niveau de référence**

#### **Contenu**

Le cadre politique sur le contenu local propose les définitions suivantes :

**Contenu local et participation locale** - définis collectivement comme la « valeur ajoutée locale » - se définira en termes de propriété, contrôle et financement par les citoyens de Trinité et Tobago.

**Contenu local** - optimiser le niveau d'utilisation des biens, services, personnels, entreprises et financements locaux.

**Participation locale** - maximiser l'ampleur et l'étendue de la propriété, du contrôle et du financement au niveau local de façon à augmenter la prise de valeur locale par tous les maillons de la chaîne de création de valeur provenant de la ressource, y compris les activités dans lesquels les ressortissants nationaux, entreprises et capitaux locaux ne sont pas actuellement impliqués, que ce soit dans le pays ou à l'étranger.

Ces définitions semblent mettre l'accent sur la participation locale au niveau national.

### 3 - Identification des opportunités

#### Pétrole

Trinité et Tobago, comme de nombreux pays avec des ressources en pétrole et en gaz, semblent être légèrement plus avancé dans l'identification des opportunités en matière de produits et services spécifiques pour l'approvisionnement local et classent souvent l'identification des opportunités spécifiques comme étant une action prioritaire dans leur cadre politique.

Le cadre politique sur le contenu local et la participation locale identifie les domaines suivants comme étant prioritaires :

- La production
- L'assistance informatique, notamment la gestion des données sismiques et l'aide au traitement des données.
- Le soutien à l'exploitation et à la maintenance
- Les services maritimes
- Les services d'aide aux entreprises, notamment la comptabilité, les services de ressources humaines, et le conseil.
- Le financement
- Le négoce

### 4 - Rendre les fournisseurs locaux compétitifs

#### Environnement économique général

Le cadre politique sur le contenu local et la participation locale reconnaît que :

*L'approche traditionnelle qui consiste à « donner la préférence aux fournisseurs locaux si le coût, la qualité et les délais de livraison de leurs biens et/ou services sont d'une qualité égale à celle de leurs concurrents internationaux » ne nous aide pas à construire des capacités locales, car seuls ceux qui sont déjà compétitifs au niveau international réussissent. Le local n'a pas l'occasion de devenir compétitif si on ne lui donne pas la chance de faire, d'apprendre et de s'améliorer. C'est pour cette raison que le « développement des capacités locales » sera un élément important de la stratégie de mise en œuvre.*

Pour que cette intention soit suivie d'effets, la Chambre du contenu local a été constituée en tant qu'institution indépendante financée par les grandes sociétés pétrolières internationales. Elle a pour mission de fournir formation et assistance technique aux fournisseurs locaux pour les aider à devenir des prestataires de services plus compétitifs pour ces grandes entreprises.

### 5 Politique d'approvisionnement, loi et réglementation

#### Contenu

La politique d'orientation est présentée dans le **Cadre politique sur le contenu local et la participation locale** rédigé en 2004 qui est entré en vigueur en 2006. Certaines dispositions peuvent également être incluses dans les Contrats de partage de production.

Auparavant, entre 1999 et 2003, les lignes directrices nationales pour l'utilisation de biens et services locaux par le gouvernement et les projets liés au gouvernement ont été appliquées pour le développement de la ligne de chemin de fer Atlantic LNG.

## 6 - Plans d'approvisionnement local des sociétés minières

Il n'y a pas de dispositions explicites prises en faveur de plans d'approvisionnement local ; cependant, le cadre politique sur le contenu local mentionne la fixation d'objectifs spécifiques à chaque projet, l'évaluation et la déclaration.

## 7 - Coordonner la mise en œuvre et renforcer les capacités institutionnelles

### Comité permanent responsable du contenu local (CPCL)

Le comité permanent responsable du contenu local (CPCL), comité multipartite sur le contenu local, a été établi en tant que structure de coordination spéciale qui dirige l'approvisionnement local. Celui-ci réunit des représentants, nommés par le Conseil des ministres, de plusieurs organisations du secteur privé et de la Chambre d'industrie et de commerce du Sud (qui représente le secteur des services énergétiques). Ce comité est responsable du développement du mandat du Cabinet pour soutenir la mise en œuvre du cadre politique sur le contenu local et la participation locale.

La Division de planification et de recherche sur l'énergie (DPRE) du Ministère de l'énergie est chargée de la présidence et du secrétariat du CPCL. La Division organise les réunions du CPCL, prépare les comptes rendus de toutes les réunions du CPCL, diffuse les décisions et autres informations pertinentes auprès des parties prenantes internes et externes, et, lorsque cela est nécessaire, prend les mesures de suivi pour les décisions prises lors des réunions du CPCL.

Le cadre politique de contenu local stipule que :

*Reconnaissant l'importance de la valeur ajoutée locale et, afin de s'assurer que le Comité permanent du contenu local (CPCL) a les moyens de remplir son mandat, les ressources nécessaires (humaines, financières et technologiques) seront mises à disposition du CLCC.*

### Chambre du contenu local

La Chambre du contenu local coordonne le développement des fournisseurs/ le renforcement des capacités pour toutes les sociétés pétrolières.

## 8 - Mesurer, surveiller et évaluer

### Processus de suivi et d'évaluation

Le Contrat de partage de production stipule que : 39.11 10.4 *L'entrepreneur tiendra des registres pour faciliter la détermination de la teneur en contenu local des dépenses engagées au titres des opérations pétrolières. Ces registres doivent inclure les pièces justificatives certifiant le coût des biens, services, et main d'œuvre locaux utilisés et feront l'objet d'un contrôle par le Ministre.*